

**Bah N'Daw : Passer de la parole aux actes**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 26 OCTOBRE 2020

**716**

**Malikilé**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Le M5-RFP à l'offensive  
Non à la restauration et au  
régime de IBK sans IBK !**



**La Guinée et la Côte d'Ivoire : À feu et à sang ?**



**Coopération Sino-malienne : 60 ans de bonnes relations diplomatiques**



**SAER GROUP C'EST:**

**+ de 400  
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de  
**26 sociétés**, qui oeuvrent tous au rayonnement  
de la marque SAER.

**SAER GROUP**

<b>Une Brèves</b>	Le M5-RFP à l'offensive : Non à la restauration et au régime de IBK sans IBK !	<b>P.4</b>
	Ministère des Affaires religieuses et du Culte : Nécessité d'un cadre de concertation	<b>P.13</b>
	Mali-Farabougou : Barkhane menace Bamako	<b>P.13</b>
	Coopération Espagne-Mali : Visite à la Primature de la Cheffe de la diplomatie espagnole.	<b>P.14</b>
	Ministère des Transports et des Infrastructures : Séance de travail entre le ministre et le représentant résident de l'UEMOA sur le Règlement 14 de l'Institution sous régionale	<b>P.14</b>
	Guinée : Deux Commissaires De La CENI Quittent Les Travaux De Totalisation Des Voix...	<b>P.14</b>
	Braquage dans la « faya » : Des passagers dépouillés entre Zantiguila et Kasséla	<b>P.15</b>
	Secteur de la santé : Confusion entre affairisme et syndicalisme	<b>P.15</b>
	Insécurité au centre : Des jeunes lancent un cri de cœur	<b>P.15</b>
<b>Actualité</b>	Mali : La non-déclaration des biens des autorités de la transition fait débat	<b>P.18</b>
	Lafiabougou : La population s'oppose à un projet de dépotoir	<b>P.19</b>
	Coopération militaire Mali-France : Farabougou, une tâche noire au cœur de Barkhane	<b>P.21</b>
	HCME : La plaidoirie de Habib Sylla	<b>P.22</b>
	Bah N'Daw : Passer de la parole aux actes.	<b>P.24</b>
<b>Politique</b>	Crise politique au Mali : Les enjeux des organes de la transition	<b>P.25</b>
	Coopération Sino-malienne : 60 ans de bonnes relations diplomatiques	<b>P.29</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Iba One : Le nouveau Kankou Moussa du rap	<b>P.33</b>
<b>International</b>	Nigeria : « Vous avez échoué, Monsieur le Président »	<b>P.34</b>
	"Séparatisme islamiste" : Erdogan met en doute la "santé mentale" de Macron	<b>P.36</b>
	La Guinée et la Côte d'Ivoire : À feu et à sang ?	<b>P.37</b>
<b>Sport</b>	Le ministre Mossa Ag Attaher, à l'issue de sa visite du Stade de 26 Mars : « J'ai vu beaucoup de choses qui n'honorent pas notre pays »	<b>P.39</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



## Le M5-RFP à l'offensive : Non à la restauration et au régime de IBK sans IBK !

**I**ssa Kaou N'Djim, dont le fonds de commerce au sens figuré comme au sens propre (il gérait dit-on des toilettes à la grande mosquée de Bamako et vendait des habits mortuaires au grand marché) se résume à sa qualité de Coordinateur de la CMAS et de porte-parole de l'imam Mahmoud Dicko l'avait clamé et répété haut et fort « Le M5-RFP est mort de sa belle mort. » Parlait-t-il, en faisant cette déclaration, en son nom ou au nom de son mentor d'imam ? Lui-même affirme – excusez du peu – qu'il est un Premier Ministre qui ne parle qu'avec l'accord et les mots de son Président. « L'éclairé Mahmoud Dicko », à travers son porte-flingue a-t-il posé cette fois-

ci un bon diagnostic ? Le M5-RFP est-il vraiment mort ou comme l'a dit Cheick Oumar Sissoko chez un de nos confrères « **Tout ce que N'Djim dit et tout ce qu'il fait lui sont dictés. Peut-être qu'en disant cela, il avait pris une dose de produit dopant.** »

En tout cas le M5-RFP a tenu avant-hier samedi 23 octobre 2020 une assemblée générale, la première depuis la démission de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keita. Comme pour donner le change à ceux qu'ils considèrent comme des oiseaux de mauvais augure, des responsables du mouvement ont confié à nos reporters que le fond, la forme et l'affluence à cette activité n'auront rien à envier

aux précédentes.

Malikilé a pu observer en effet que comme à l'accoutumée, l'assemblée se tenait dans une cour, celle de la CSTM légèrement plus grande que le siège de la CMAS. Le décorum était aussi le même : des jeunes et des activistes réseaux agglutinés à l'entrée pour ne rien rater des arrivées des leaders du mouvement quelquefois applaudis, les mêmes bâches blanches et un fond de salle aux couleurs du drapeau national vert, or et rouge.

La question que nous nous posions était donc de savoir si toutes les entités et leurs leaders seraient présents. A la tribune et comme d'habitude, aucun n'a manqué à l'appel à l'exception du représentant du Mouvement Démocratique et Populaire (MDP) du Dr Oumar Mariko.

C'est donc aux environs de 11 heures que l'assemblée générale a débuté avec un mot introductif de Choguel Maiga qui a juste rappelé le contexte et planté le décor de la rencontre. Vint ensuite le plat de résistance avec la lecture de la Déclaration liminaire qui s'est révé-



être un véritable réquisitoire contre la Transition, une mobilisation des troupes pour des batailles qui s'annoncent.

Après un vibrant hommage aux victimes de Sikasso, Kayes et Bamako dont le martyr a rendu possible la première victoire du mouvement et salué l'engagement des femmes et des jeunes, le M5-RFP a fait le serment que justice sera rendue à toutes les victimes de la répression. Ensuite, les responsables du mouvement ont déclaré n'avoir été surpris par aucun comportement ni dupe de rien. Comment peut-on être dupe ou surpris quand l'on a conscience d'avoir en face de soi de personnes « **qui ne prononcent le mot M5-RFP que lorsqu'ils sont contraints et forcés, qui dès le lendemain du 18 août ont renoué avec les pratiques que nous combattons la veille seulement et qui ont très vite fait la preuve que le Mali n'était pas leur souci et qu'ils sont plutôt en quête de privilèges ?** »

Et le M5-RFP d'expliquer qu'il leur « fallait laisser les maliens, voir, entendre, constater et comprendre par eux-mêmes ce qui se traitait contre eux. ». Il est vrai que tous ceux qui sont aujourd'hui accusés d'avoir fomenté des

complots ou donné des coups bas gardent un profil bas. Qu'il s'agisse de la junte ou de l'imam Mahmoud Dicko, tous se tiennent comme des gamins pris la main dans le pot de confiture.

Enfonçant le clou, le M5-RFP rappelle

quelques manquements observés, y compris sous serment d'officier, à savoir et entre autres la falsification des conclusions des concertations sur la Transition, la désignation par malice et fraude du Président et du Premier ministre de Transition et la violation de toutes les règles pour l'adoption des textes régissant la Transition.

Pour le M5-RFP « Ce qui ne pouvait manquer d'arriver arriva et se constatera tous les jours un peu plus : en quelques semaines l'espoir s'est transformé en défiance, la confiance en déception et la Transition s'achemine vers une inéluctable impasse »

Estimant que tout ce qui peut faire échouer la transition est pour lui une ligne rouge qu'il ne laissera jamais franchir, le M5-RFP au-delà de simples mises en garde prépare ses militants à la confrontation, si nécessaire pour sauver ses acquis : « **Nous ne laisserons personne empêcher l'émergence d'un Mali nouveau. Nous n'accepterons pas la restauration en cours. Nous dénoncerons et combattrons les complots de plus en plus manifestes contre notre peuple.** »

Et martial, le M5-RFP conclut « **En un mot nous ne laisserons personne perpétuer le régime de IBK sans IBK.** »

On peut à ce niveau, considérer que le M5-RFP écorche un sujet de plus en plus évoqué dans les cercles fermés : et si l'intervention de la junte le 18 août 2020 n'était qu'un arrangement voire un montage du directeur de la Sécurité d'Etat de l'époque, le général Moussa





Diawara pour sauver le soldat IBK ? L'assemblée générale, en dehors d'un intervenant ne s'est pas étendu outre mesure sur ce sujet sur délicat qui défraie de plus en plus la chronique.

En toute hypothèse, le M5-RFP s'engage à imposer « **une Transition de rupture avec l'ordre ancien est ses pratiques assassines contre notre Peuple.** » Qu'il soit représenté dans les institutions ou pas.

Evoquant les institutions, le M5-RFP regrette que les acteurs du changement, dans le cadre des organes de la Transition, n'aient pas été appelés à mettre en œuvre le changement. Et assume sans complexe et en toute légitimité vouloir être parmi les principaux responsables de la transition pour imprimer sa vision à la marche des affaires.

Et c'est à ce titre que « **toujours en toute légitimité le M5-RFP réclame, comme un dû, la présidence et le quart des membres du Conseil national de Transition pour encore une fois se donner les moyens politiques et institutionnels du changement et de la refondation.** ».

Le dernier organe majeur de la transition qui n'est pas encore mis en place est le Conseil National de Transition, l'organe législatif de la transition. La Charte de la transition prévoit que sa la répartition de ses sièges entre ses différentes composantes fera l'objet d'un acte

dont la nature n'est pas encore déterminée. Mais sa mise en place tarde parce que, c'est connu, le CNSP est engagé dans des négociations avec de potentiels membres pour s'y assurer une confortable majorité et en obtenir à la fois la présidence et le contrôle. Le futur président est d'ailleurs déjà connu. Que veut donc le M5-RFP qui n'ignore sans doute pas qu'il n'aura ni la présidence ni le quart des membres du CNT ? Livrer un baroud d'honneur ? Prendre l'opinion à témoin des velléités du CNSP d'accaparer de tout le pouvoir ?

L'assemblée générale du M5-RFP a pu sans doute attester de la bonne santé du M5-RFP. Augure-t-elle aussi d'inévitables affronte-

ments avec la junte ?

En toute hypothèse, et c'est le non-dit principal de l'assemblée générale, l'imam Mahmoud Dicko n'est plus l'autorité morale du M5-RFP qui a pris acte « **l'annonce de l'imam Mahmoud Dicko de se consacrer désormais à sa mission de guide religieux.** » en lui laissant le soin de s'exprimer lui-même sur ce sujet quand bon lui semblera. Quel supplice pour « le très respecté, le sage, l'éclairé » voire « le recours du peuple » !

Lire la déclaration en encadré.

■ Moctar Sow



## Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) DECLARATION LIMINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU M5-RFP DU 24 OCTOBRE 2020



**M**ilitantes et militants du M5-RFP ou plus exactement militantes et militants d'un Mali debout, d'un Mali digne pour l'édification duquel notre mouvement a tout donné, jusqu'au sang de patriotes lâchement assassinés à Sikasso, Kayes et ici à Bamako.

Nous avons fait le serment que justice leur sera rendue.

Nous honorerons notre serment envers eux. Et envers toutes les victimes militaires et civiles des crises que nous vivons. Pour notre honneur. Pour l'honneur du Mali.

Militantes et militants du M5-RFP,

Nous voici donc réunis, depuis la démission de l'ancien président de la République, pour notre 1<sup>ère</sup> Assemblée générale qui regroupe les responsables de nos principales entités faitières. Le Comité stratégique, comme à chaque moment important de la vie de notre mouvement, souhaite vous rendre compte et surtout vous écouter.

Militantes et militants du M5-RFP,

Nous devons tout d'abord vous dire toute notre fierté et vous transmettre les milliers de message de remerciement et de félicitations, pour ce que vous avez entrepris et réussi sous le regard admiratif de l'Afrique et au-delà du monde entier. Peu de gens croyaient que

les mains nues, dans le respect de la loi que vous auriez obtenu le départ de l'ancien président. Voilà que IBK est parti :

- Merci au peuple malien qui nous a fait confiance en participant massivement au soulèvement populaire contre l'ancien régime corrompu, oligarchique et ploutocratique ;

- Gloire aux militants et sympathisants du M5-RFP avec une mention spéciale les jeunes et aux femmes pour leur formidable engagement et les sacrifices consentis ;

- Hommages aux martyrs et à toutes les victimes de cette lutte : leur sacrifice ne sera pas vain.

Militantes et militants du M5-RFP,

Après la démission de l'ancien président, nous avons pensé et d'ailleurs nous continuons à penser que la condition sine qua non de la réussite de la Transition était une saine et loyale collaboration entre les deux acteurs du changement, entre les deux légitimités incarnées par le M5-RFP et le CNSP.

Et croyez-nous chers militantes et militantes, nous n'avons été dupes de rien et rien ne nous a surpris. En effet :

- en quoi peuvent surprendre des gens qui ne prononcent le mot M5-RFP que lorsqu'ils sont contraints et forcés ?

- en quoi peuvent surprendre des gens qui, dès le lendemain du 18 août ont renoué avec les pratiques que nous combattions la veille seulement ?

- en quoi peuvent surprendre des gens qui ont très vite fait la preuve que le Mali n'était pas leur souci et qu'ils sont plutôt en quête de privilèges.

Mais il nous fallait laisser les maliens, voir, entendre, constater et comprendre par eux-mêmes ce qui se tramait contre eux.

Ainsi, dans le seul but de marginaliser le M5-RFP et d'accaparer tout le pouvoir pour ne pas avoir en face une véritable légitimité qui ne serait ni otage ni impuissant :

- tous les engagements pris, même sous serment d'officier, ont été violés ;

- les conclusions des concertations sur la Transition ont été falsifiées ;

- Le Président et le Premier de Transition ont été choisis par malice et fraude ;

- les textes régissant la Transition n'ont respecté aucune règle.

Ce qui ne pouvait manquer d'arriver arriva et se constatera tous les jours un peu plus : en quelques semaines l'espoir s'est transformé en défiance, la confiance en déception et la Transition s'achemine vers une inéluctable impasse.

Mais chers militantes et militants, là est notre LIGNE ROUGE.

Nous ne laisserons personne empêcher l'émergence d'un Mali nouveau.

Nous n'accepterons pas la restauration en cours.

Nous dénoncerons et combattrons les complots de plus en plus manifestes contre notre peuple.

En un mot nous ne laisserons personne perpétuer le régime de IBK sans IBK.

Militantes et militants du M5-RFP,

Comme hier, malgré tout ce qui a été annoncé et souhaité sur le caractère hétéroclite de notre mouvement nous restons unis. Mais comme hier, nous ne disons pas que nous sommes monolithiques. C'est le lieu pour nous de prendre acte de l'annonce de l'Imam Mahmoud Dicko de se consacrer désormais à sa mission de guide religieux. Il a d'ailleurs décidé de s'exprimer lui-même sur ce sujet au moment opportun.

Comme hier nous sommes déterminés à obtenir le changement pour la Refondation du Mali.

Et comme hier nous y arriverons en imposant une Transition de rupture.

Oui, dans les organes et institutions ou en dehors nous imposerons une Transition de rupture avec l'ordre ancien est ses pratiques assassines contre notre Peuple.

Nous poserons les bases solides d'une refondation du Mali basée sur des objectifs clairs dont :

1) Ancrage durable du Mali dans la paix, la sécurité, l'unité nationale, le recouvrement de l'intégrité du territoire national et de la souveraineté du Mali ;

2) Gouvernance vertueuse : fondée sur une lutte implacable contre

la corruption, le traitement diligent des rapports de vérification (ceux disponibles et ceux élaborés pendant la transition) ; l'audit des finances publiques (dont celui de la dette) ,des institutions de la république , des ministères et grandes structures publiques et de l'aliénation du patrimoine de l'Etat ;

3) Consolidation de notre système démocratique : réformes politiques et institutionnelles ; organisations d'élections crédibles ;

4) Consolidation de l'Etat de droit : procès crime de sang ; réforme et renforcement des capacités de la justice ; accès à et bonne distribution de la justice

5) Amélioration des conditions de vie des populations par, entre autres mesures, le retour de l'Etat sur l'ensemble du territoire national, la relance de l'économie et le soutien aux secteurs sinistrés par le Covid-19.

Dans cette optique nous pèserons de toutes nos forces sur le processus de gouvernance par des actions ciblées :

- Soutien aux mesures des autorités de transition favorables à la refondation du Mali ;

- Contestation vigoureuse des mesures de maintien ou de renforcement des mauvaises pratiques de gouvernance non favorables à la refondation ;

- Exercice de pressions pour la prise de mesures porteuses de refondation.

L'idéal aurait été que les acteurs du changement, dans le cadre des organes de la Transition, mettent en œuvre le changement. Oui, nous avons voulu être les principaux responsables de la transition pour imprimer notre vision à la marche des affaires. Sans complexe et en toute légitimité.

Dans cette optique et toujours en toute légitimité le M5-RFP réclame, comme un dû, la présidence et le quart des membres du Conseil national de Transition pour encore une fois se donner les moyens politiques et institutionnels du changement et de la refondation.

En toute hypothèse, militantes et militants du M5-RFP le Comité stratégique, au nom de l'ensemble des composantes du Mouvement, invite les maliennes et maliens à rester mobilisés et déterminés pour une rupture véritable avec l'ancien système qui perdure et pour un changement réel par la Refondation du Mali.

Nous vous remercions de votre attention.

**Bamako, le 24 octobre 2020**

**Pour le Comité stratégique  
du M5-RFP**

**Choguel K. Maïga**

## Figaro du Mali

L'affaire Farabougou est beaucoup plus un conflit intercommunautaire qu'une histoire de Djihadistes.

Loin de l'idée de l'apologie des groupes obscurantistes, il n'est pas du mode opératoire des djihadistes d'imposer l'embargo sur une population qu'ils veulent acquis et dévoués à leur cause. Les localités qu'ils détiennent depuis 2012 sont des parfaites illustrations.

Ce qui se passe actuellement à Farabougou est la conséquence de la faillite de l'État et de la justice malienne. En effet, selon plusieurs sources locales, depuis un certain temps la tension était vive entre les deux communautés qui vivent dans cette localité. L'une imposait sa loi aux yeux et au su des autorités locales sans aucune réaction, indique une source. C'est pourquoi, l'autre camp qui se sent faible est parti chercher du renfort pour se venger. C'est donc un règlement de compte qu'on assiste tristement à Farabougou. D'où la difficile intervention de l'armée qui pourrait être taxée d'exactions contre une communauté. La négociation est la voie privilégiée par les forces de sécurité.

Nos confrères du Mali doivent faire extrêmement attention à ne pas relayer les intox des médias mensonges et propagandistes français qui ont un agenda de destruction du Mali.

Boubacar Kanouté, correspondant à Ségou.



5. Boucari Daouda Sidibé 40ans
6. Issa Sadio Sidibé 45ans
7. Alaye Douguen Sidibé 68 ans
8. Amadou Mama Sankaré 68ans
9. Boura Sadou Sidibé 49ans
10. Korka Birgui Sidibé 49ans
11. Yaya Moussa Sidibé 53ans
12. Issa Mama Sidibé 47ans
13. Boureima Sambo Sankaré 62ans
14. Hamidou Sidibé 60ans
15. Djela Tall 72ans
16. Oumar Diallo 37ans
17. Oumar Maraba 41 ans
18. Amadou Sidibé 53 ans
19. Moussa Yero Sidibé 68 ans
20. Ba Aly Sidibé 43 ans
21. Diko Diallo 12 ans
22. Salamata Barry 16 ans

La jeunesse tabital pulaaku condamne ce nettoyage ethnique et exige une enquête internationale indépendante pour que justice soit rendue. La jeunesse tabital pulaaku Mali présente ses condoléances aux familles des victimes !



## Abdoulaye Mady Sow

La liste des civiles tués à Libé/Bankass ce 22/10/20 compilée. Nous avons pu identifier 05 autres victimes dont trois étaient noyées dans une marre. Parmi les victimes, il y'a malheureusement 02 filles âgées respectivement de 12 et 16 ans. Mais aussi 05 vieilles âgées de plus de 60 ans.

1. Amadou Sidibé 70ans
2. Yaya Sidibé 66ans
3. Boucari Souleymana Sidibé 57ans
4. Boucari Oumar Sidibé 49ans



## Bruno Djito Segbedji

Pour Abdou Diouf, "A la tête de la,État, deux mandats suffisent largement"



### Radio Guintan

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la France Jean Yves Le Drian est arrivé ce Dimanche à Bamako.

Il a été accueilli par le ministre des affaires étrangères Malien Zeini Moulaye et l'ambassadeur de France au Mali Joël Meyer.



### RFI Afrique

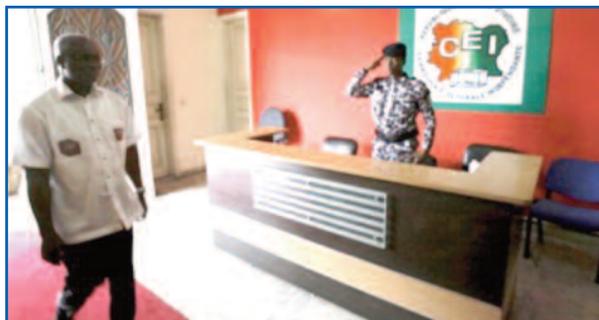
Alors que la crise continue au Nigeria, le président Muhammadu Buhari s'est entretenu ce vendredi 23 octobre avec ses prédécesseurs, notamment Goodluck Jonathan et Olusegun Obasanjo, lors d'un rendez-vous virtuel.



La Commission électorale a confirmé, dimanche 25 octobre, l'élection de Wavel Ramkalawan à la présidence des Seychelles. Avec 54,9% des voix, le pasteur anglican du parti Linyion Demokratik Seselwa a battu dès le premier tour le président sortant, Danny Faure. Pour la première fois depuis plus de 40 ans, les Seychelles ont un chef d'État non-issu de l'ex-parti unique.



C'est aujourd'hui que s'achève la campagne de retrait des cartes d'électeurs, alors que le premier tour de la présidentielle est prévue dans moins d'une semaine. Près de 7,5 millions citoyens sont enregistrés sur les listes électorales. Un chiffre record. Mais depuis l'appel à la désobéissance civile et au boycott actif lancé par l'opposition et les violences qui ont notamment fait seize morts à Dabou, le retrait des cartes a connu un ralentissement dans certaines zones du pays. Ce qui pourrait jouer sur le taux de participation au scrutin.



### PINAL

Ils se font guidés et accompagnés par d'autres pour nettoyer un village entier sous prétexte de ce qu'ils ne font réellement pas. Une armée partisane ne peut gagner pas gagner une guerre asymétrique, qui n'est qu'à ses débuts. Le temps est le meilleur Juge! Ceux qui nous harcèlent et intimident pour que nous nous taisions, détrompez-vous, la cause est très noble, car elle s'appelle VÉRITÉ. On aura beau tué pour faire plaisir à ceux qui nous manipulent, on ne gagnera que, quand on cultivera l'amour entre les communautés. Les touaregs ont vécu pire, où en sommes-nous aujourd'hui ?



**Média A**



Arrivée de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères à Bamako, accueilli par le ministre des affaires étrangères malien Zeïni Moulaye et l'ambassadeur de France au Mali Joel Meyer.

Photos crédits



**Abdoulaye Bah**



Voilà la liberté d'expression et de dessiner version Charlie - hebdo. L'hypocrisie, la mauvaise foi des français aveuglés par leur haine de la religion musulmane va attirer d'autres attentats, car il y aura toujours quelqu'un parmi les musulmans qui vont venger l'honneur du prophète PSL à chaque fois que vous allez vous moquer de lui. Pourquoi vous n'exercez pas sur Jésus christ, Moïse ou le Bouddha. Pourquoi pas votre prophète Voltaire, De Gaule ou Lafayette etc.. Les musulmans sont scandalisés de caricaturer quelqu'un dont on n'a pas vu l'image ou la photo .Donc, c'est plutôt une infamie. Allez exercer vos talents de caricaturistes sur d'autres et foutez la paix à notre prophète bien aimé et sacré. La France a rendu récemment 3 crânes de résistants algériens qu'ils ont décapité parce qu'ils se sont opposé à la colonisation de leur pays. Elle est mal placée pour s'indigner de la cruauté de la décapitation comme mode d'exécution d'un infidèle.

Je me pose la question de savoir comment on peut caricaturer quelqu'un dont on a jamais vu l'image ou la photo. C'est plutôt une insulte qu'une caricature. Ou bien je suis un ignorant.

Macron s'indigne qu'Erdogan l'envoie consulter un psy en rappelant son ambassadeur. Cela veut dire qu'il veut priver Erdogan de la "liberté d'expression" qu'il prétend sacré. C'est inacceptable aussi de caricaturer le prophète dont ils n'ont jamais vu l'image. Les pays

musulmans doivent aussi rappeler leurs ambassadeurs. Macron va compter le nombre d'ambassadeurs qui vont quitter son pays. Il sait bien que les musulmans sont désormais plus nombreux que les chrétiens.

Dites moi, quelle est la religion de Macron pour que je comprenne sa haine de l'islam ? Il envoie ses avions bombardés les musulmans dans leur propre pays. Mais il s'indigne de la décapitation d'un enseignant en mal d'inspiration qui prend les caricatures du prophète comme exemple d'illustration de la "liberté d'expression".



Je ne suis pas Charlie, je suis Siné. J'ai travaillé pendant des années à Charlie-Hebdo comme dessinateur. En 2009, j'ai dessiné une caricature montrant le fils de Sarkozy se convertissant au judaïsme pour des raisons financières. Charlie-Hebdo m'a demandé de m'excuser et j'ai refusé. Charlie-Hebdo m'a viré pour avoir ridiculisé le judaïsme

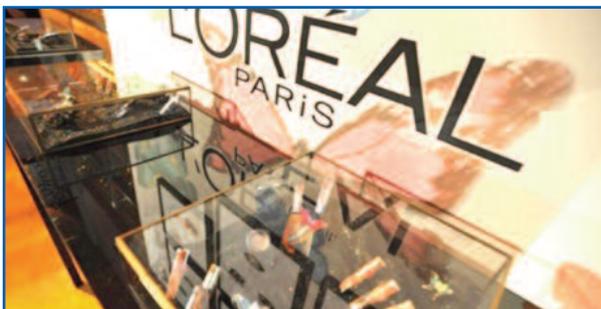
**RFI**



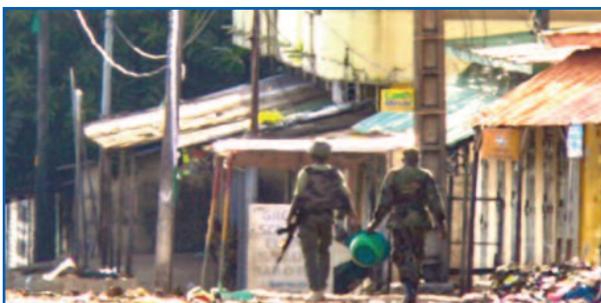
La présidence française a dénoncé ce samedi 24 octobre des propos jugés « inacceptables » du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a mis en question « la santé mentale » de son homologue français Emmanuel Macron en raisons de son attitude envers les musulmans et du projet de loi français sur les « séparatismes ». Paris a dénoncé des « insultes » et a annoncé le rappel pour consultation son ambassadeur à Ankara, la capitale turque.



L'initiative risque de faire mal à de nombreuses entreprises françaises. Les appels au boycott de produits français se multiplient dans plusieurs pays du Moyen-Orient, alors que le président de la République, Emmanuel Macron, a promis de ne pas « renoncer aux caricatures » du prophète Mahomet. Une campagne qui a commencé vendredi 23 octobre au Koweït, et qui prend de l'ampleur sur les réseaux sociaux un peu partout dans le monde arabe.



En Guinée, alors que la Céli vient de proclamer Alpha Condé vainqueur de l'élection présidentielle dès le premier tour avec 59,51% des voix, au moins trois nouvelles personnes ont perdu la vie dans des affrontements samedi, ce qui porte à dix-huit morts le bilan des violences post-électorales depuis le scrutin de dimanche dernier. Il pourrait être bien plus lourd, l'opposition dénombre, elle, une trentaine de victimes. Face à la situation, une « mission de diplomatie préventive » est attendue à Conakry pour tenter d'apaiser les tensions.



## Diakité Modibo

Face au drame humain qui se passe dans le centre de notre pays, ce qui viennent m'insulter après mes dénonciations, seront automatiquement bloqués sur ma page.

Par la grace d'Allah, nous avons travaillé à servir l'Etat Malien en prenant tout les risques possibles. Ce qui ne connaissent pas la réalité du pays et qui viennent sur les reseaux sociaux pour s'informer et nous contredire après, ne peuvent pas m'influencer dans ma prise de position.

J'ai parcouris le Mali en long et large dans la situation de crise. Je connais les réalités du Mali qui ne sont pas celles des reseaux sociaux ou les débats de canivaux. Alors, arrêtez de nous rencontrer vos idioties, si vous manquez les vrais informations du terrain.



Nous travaillons dur pour aider les populations abandonnés par l'Etat Malien depuis une belle lurette. Vous ne savez pas jusqu'ou le Mali est menacé.

Nos ennemis sont à nos portes, ils sont entrain d'affamer et assoiffer une partie de la population Malienne, vous n'en êtes pas consciences. J'ai décidé de bloquer tout ce qui rencontrent des imbécilités sur ma page et surtout dans la situation sécuritaire des régions du centre. Wa salam



## Yesman Yesmou

Il y a toujours eu des gens favorables aux terroristes qui les hébergent et même souvent les nourrissent.



## Moussa Baba Coulibaly

"Les événements font plus de traîtres que les opinions" Chateaubriand



1990 n'est pas 2020

Se faire tabasser, blesser ou même tuer pour sortir son pays de la dictature d'un pouvoir, était légitime dans les années 90. Mais en 2020, se faire tuer pour le maintien d'un homme au pouvoir qui ne serait ni à tes obsèques encore moins écraser une larme pour toi, est bêtement suicidaire.

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

## Ministère des Affaires religieuses et du Culte : Nécessité d'un cadre de concertation



Les principales faïtières religieuses et culturelles de notre pays se sont donné rendez-vous, ce jeudi après-midi, dans la salle de conférence du Département, pour jeter les bases d'une rencontre périodique entre pouvoirs publics, d'une part, et acteurs privés et/ou associatifs, d'autre part.

Il sera créé auprès du ministre des Affaires religieuses et du Culte un organe dénommé « Cadre de Concertation entre le Département et les regroupements de confessions religieuses », a annoncé le Dr KONE.

L'objectif de ce cadre de concertation sera de contribuer à l'instauration d'un dialogue visant à consolider les relations entre ledit ministère et les différents regroupements, structures et associations qui évoluent dans le champ confessionnel, religieux et culturel dans notre pays, a-t-il indiqué.

Ledit cadre de concertation est appelé à se réunir une fois par trimestre, sur convocation de son Président, a souligné le ministre Mahamadou KONE.

Cependant, a-t-il précisé, « il peut aussi être convoqué en réunion extraordinaire chaque fois que de besoin ou de nécessité ».

Il s'agira d'échanger, a balisé le Dr KONE, « autour de grands dossiers d'intérêt commun et général, mais spécifiques au champ religieux et culturel ».

Ces échanges périodiques aideront sans doute, est-il convaincu, « à asseoir et à renforcer une culture de dialogue interreligieux et de collaboration participative parmi les acteurs et protagonistes du champ religieux et culturel », avec le soutien et l'accompagnement du Ministère de tutelle.

« Il ne faut pas vous sous-estimer parce votre rôle et votre place sont inestimables pour la bonne marche de notre société en termes de contribution de taille à la paix (tout court) et à la stabilité de nos foyers, sans compter les actions que vous menez au quotidien pour la cohésion sociale et le vivre ensemble dans notre pays », a encouragé le ministre KONE.

Pour toutes ces raisons, a-t-il justifié, « vous avez droit au respect et à la considération que vous méritez largement ».

« Nous allons nous investir auprès des plus hautes autorités de notre pays afin de vous permettre de disposer de cartes ou badges prioritaires, de manière à pouvoir faciliter vos déplacements (en termes protocolaires) et l'accès à certains services publics, sans préjudice pour les règles de droit en vigueur », a promis le Dr KONE.

## Mali-Farabougou : Barkhane menace Bamako



Au Mali, le village de Farabougou a finalement été libéré et les 3 000 habitants ne sont plus seuls dans leur village coupé du monde. Les soldats de l'armée malienne ont pu poser le pied, jeudi, dans cette localité du centre du pays, alors que des combattants terroristes en interdisaient l'accès depuis 17 jours. Ce vendredi matin, l'armée malienne a livré quelques détails sur son intervention.

L'opération a été baptisée « Farabougou ka lafia », « Farabougou doit retrouver sa quiétude », en bambara. Elle a été dirigée personnellement par le colonel Assimi Goita.

Il était donc, jeudi, dans le camp militaire de Bapho, près de Ségou, pour commander cette opération qui a permis, selon l'armée malienne, de « libérer » le village « des mains des terroristes. »

Des éléments des Forces spéciales maliennes sont arrivés dans le village jeudi, déposés par hélicoptère « près d'une section » en plusieurs rotations, précisent les Famas, qui ont aussi livré des vivres et évacué des malades. Une opération entièrement sur le compte de l'armée nationale, sans implication d'aucune sorte de la part des troupes d'occupations étrangères qui occupent le pays sous le compte de la fameuse lutte contre le terrorisme.

Dans le nord du Mali, les troupes militaires françaises vivent en parfaite harmonie avec les groupes terroristes.

Le siège de Farabougou n'était toutefois pas anodin. Ce village se trouve près de Bamako, et Barkhane à l'aide des terroristes qui sont à leur botte, ont voulu faire passer un message très clair à l'encontre du gouvernement de transition actuellement sur place. À savoir que Bamako pourra être assiégé à n'importe quel moment !

Un siège qui a montré que la communauté internationale pouvait très bien garder un silence inouï malgré une dégradation de la situation humanitaire. La ville de Farabougou ne représente visiblement aucun intérêt selon certaines sources.

Les Maliens ne veulent plus de la présence militaire occidentale sur leur territoire et ils continuent de le faire savoir, malgré les menaces directes de Barkhane et de l'État français.

Source : PressTV

Aussi, a-t-il sollicité leurs prières et leurs bénédictions pour « la mise en place diligente et le fonctionnement régulier » du cadre de concertation en question, mais aussi, pour la réussite de la Transition elle-même.

Source : CCOM/MARC

## Coopération Espagne-Mali : Visite à la Primature de la Cheffe de la diplomatie espagnole



Mme Arancha González Laya, ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne et de la Coopération du Royaume d'Espagne, a été reçue en audience ce samedi 24 octobre 2020, par M. Moctar Ouane, Premier ministre, Chef du Gouvernement du Mali. Mme Arancha González Laya a affirmé à cette occasion au Chef de l'administration malienne, le soutien et la confiance du Gouvernement espagnol au processus de Transition ainsi qu'aux Autorités qui la conduisent. La Cheffe de la diplomatie espagnole a également informé le Premier ministre de la reprise de la coopération entre la République du Mali et le Royaume d'Espagne. Coopération qui avait été arrêtée après les « turbulences d'août ». Enfin, la diplomate ibérique a exprimé le souhait que le Mali retrouve « les chemins de la paix, de la stabilité et de la prospérité ». Le Premier ministre a remercié en retour la diplomatie espagnole pour sa visite qui dénote la vitalité des relations d'amitié qui lient le Mali et l'Espagne. M. Ouane a également informé Mme Arancha González Laya des priorités du Gouvernement de la Transition que sont notamment l'organisation d'élections libres et crédibles ainsi que l'adoption de réformes indispensables à la stabilité du pays.

CCRP - Primature

## Guinée : deux commissaires de la cenii quittent les travaux de totalisation des voix...

C'est par une brève déclaration publiée par GuinéeNews dans la nuit de ce jeudi 22 octobre 2020 que les deux démissionnaires ont annoncé leur départ de la CENI guinéenne. Elle est signée par Marie Héléne Sylla et Diogo Baldé, respectivement directrice du département démembrements et directeur adjoint du département opérations de la CENI. Depuis mardi 20 octobre 2020, la commission électorale nationale indépendante (CENI) a commencé à proclamer les résultats partiels provisoires, après totalisation des voix à son siège. La commission de totalisation des voix a été créée par la CENI pour vérifier et comptabiliser les PV issus des commissions administratives de centralisation des votes (CACV).

### La déclaration des démissionnaires

“Compte tenu de graves anomalies constatées dans la procédure de

## Ministère des Transports et des Infrastructures : Séance de travail entre le ministre et le représentant résident de l'UEMOA sur le Règlement 14 de l'Institution sous régionale



Le Ministre Makan Fily DABO a reçu ce vendredi en audience le Représentant résident de la commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Au centre des échanges, des sujets relatifs au Règlement 14 de l'UEMOA, et le projet de construction la route Ansogo-Ménaka-Anderaboukane. Sur le dernier point, le Ministre DABO a sollicité l'accompagnement de cette institution ouest africaine, car pour lui, cette route permettra d'améliorer la sécurité dans cette partie du pays, mais aussi de contribuer au développement socio-économique de ladite zone. À la question relative au Règlement 14 de l'UEMOA, le Ministre a réaffirmé la disponibilité de son département à œuvrer en vue de trouver une solution à l'épineux problème d'extrême surcharge des véhicules de transport de marchandises qui engendrent la dégradation de nos routes. Le Représentant résident de la commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine, M. Mamadou Moustapha BARRO, a déclaré avoir pris bonne note, et a exprimé en retour la volonté de son institution à accompagner notre pays dans la réalisation des projets porteurs, cela pour le grand bonheur de nos populations.

Cellule Communication du Ministère des Transports et des Infrastructures !



totalisation des résultats du scrutin du 18 octobre 2020 et du fait que nos observations pour garantir la transparence, la fiabilité et la sincérité des résultats dudit scrutin ne soient pas prises en compte, nous avons décidé de nous retirer des travaux de la commission de totalisation de la CENI, à compter de ce jeudi 22 octobre 2020 matin.”

## Braquage dans la « faya » : Des passagers dépouillés entre Zantiguila et Kasséla



Le banditisme résiduel est encore excellent dans plusieurs zones de Bamako et environnants. Après l'insécurité due aux accidents de la route, des actions dignes de films Hollywoodiens continuent de se passer au Mali. Selon plusieurs témoignages apportés à la rédaction du « Figaro du Mali », c'est un braquage tranquille et qui aurait duré plusieurs heures entre Zantiguila et Kasséla sur la route de Ségou. Les véhicules de transport, en provenance de Ségou et d'autres localités auraient été stoppés par des individus non identifiés et qui ont procédé à des fouilles de passagers. Une vingtaine de brigands, solidement armés selon les témoins que nous avons contactés.

Comment cela a pu se passer encore une fois, sachant que les forces de défense et de sécurité opèrent dans cette « Faya » jadis devenue dangereuse. A ce stade, on ne déplore aucune perte en vie humaine. L'acte, selon nos témoins dans la localité de serait passé dans la nuit du vendredi au samedi, entre 00h et 4h du matin. C'est à 4km du poste de péage de Kasséla en allant vers Ségou.

C'est d'abord un gros porteur qui leur a servi de barrage avant qu'ils n'obligent les véhicules (cars, camions et voitures) à se mettre en file indienne. Ils ont fait des sommations à l'endroit des personnes qu'ils ont été dépouillés. Certains passagers ont pu donner l'alerte durant ces nombreuses minutes d'immobilisation. La brigade territoriale de Baguinéda s'est aussitôt rendue sur les lieux avec un dispositif qui n'a pas empêché les voyous de se sauver de l'autre côté.

Personne ne sait de quel côté ils sont partis. Mais un témoin est formel : « Ils ne sont pas venus vers Kasséla car la gendarmerie avait barré le passage à ce niveau », certifie notre témoin. Quoi qu'il en soit, ils n'ont pas pu aller loin dans un périmètre bien connu et circonscrit.

Figaro du Mali

## Insécurité au centre : Des jeunes lancent un cri de cœur

La situation sécuritaire se détériore dans le centre du pays. Face à la montée en puissance de cette insécurité, les jeunes du centre du pays, demandent aux autorités de prendre leur responsabilité

## Secteur de la santé : Confusion entre affairisme et syndicalisme



Depuis l'avènement de la démocratie, nous assistons à la profusion de centrales syndicales. Ces comités ont vu le jour dans tous les secteurs d'activités étatiques et privés. Les secteurs vitaux, telle que la santé, semblent être les plus pourris au Mali.

Dans un tel contexte, le comité syndical de l'hôpital Gabriel Touré a fait encore parler de lui à tort ou à raison. Certains le pointent comme la cause de la chute ou le limogeage de bien de directeurs. Dr Marie Madeleine Togo, Pr Siné Bayo, Dr Abdoulaye Nènè Coulibaly, Dr Lanséni Konaté, Pr Samba Sow, Kassoum Sanogo, Pr Mounirou Baby jusqu'à l'actuel Directeur Général, Dr Abdoulaye Sanogo. Chacun d'entre eux a connu des moments très durs à la tête de cet hôpital tristement célèbre. Certains points, faisant objet de revendications du comité syndical, seraient en passe d'être des facteurs de souffrances ou sources d'aggravation des maladies des patients. L'état a fourni des efforts pour soutenir ce CHU. Mais les indiscretions sont alarmantes. Des équipements et des consommables de cette structure hospitalière se retrouveraient dans des cliniques privées.

Quelle forfaiture! Qui pourrait être à la base de ce sabotage national? Selon nos recoupements, des chefs de service sont censés rendre compte à la direction. Ce travail qui devrait être exécuté par les chefs et les autres agents n'est visiblement pas accompli à hauteur de souhait. « Chacun ne pense qu'à se remplir la poche et laisser les patients mourir sans soutien. Cet hôpital, jadis une fierté, serait en passe de devenir un mouiroir national » regrette un chirurgien. Selon nos enquêtes, des syndicalistes, englués dans des pratiques peu orthodoxes, constitueraient un obstacle à la bonne gestion. Des sanctions contre des fautifs, de la part de la direction, trouvent une résistance de syndicalistes.

Il est légitime de revendiquer mais surtout obligatoire de veiller sur les patients. « De nos jours, l'état a créé toutes les conditions pour la prise en charge des cas de démunis dans nos hôpitaux », confie un conseiller au département de la santé. Le point d'achoppement concerne le reversement des contractuels de la santé dans la fonction publique. Cette intégration concernerait les finances, la santé, la fonction publique et la primature. Ce sont, d'après des témoignages, des syndicalistes sous menace de sanctions qui durcissent le ton pour obtenir ce reversement.

pour sécuriser les personnes et leurs biens.

Source : studiotamani

# EAU MINERALE DIAGO NATURELLE

SANTE • PURETE • LEGERETE



SPRIT

**SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTE**





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

### Informations sur le numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI

L'OCLEI a mis en place le **Numéro vert 80 00 22 22** le 9 décembre 2019. L'appel est gratuit.

Le Numéro vert permet aux citoyens de dénoncer des faits d'enrichissement illicite dont ils ont connaissance. Il est géré par l'Unité des Plaintes et des Dénonciations. Du 9 décembre 2019 au 30 septembre 2020, il a reçu 520 appels. Sur ce total, il n'y a eu que 6 dénonciations concernant l'enrichissement illicite, soit 1%. Le présent message est diffusé pour permettre aux citoyens de mieux identifier les cas d'enrichissement illicite, les personnes et les biens pouvant être dénoncés sur le Numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI.

- **Qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?**

L'enrichissement illicite est le fait pour un agent public d'avoir des biens ou un train de vie qui dépassent ses revenus légitimes.

- **Qui est agent public ?**

Par « agent public », il faut entendre fonctionnaire civil ou militaire, élu, contractuel de l'Etat ou des communes, conseils de cercle, conseils régionaux.

- **Quelles sont les personnes qui peuvent être dénoncées à l'OCLEI ?**

Tout agent ou employé de l'Etat, des communes, conseils de cercle, conseils régionaux, des entreprises d'Etat et des établissements publics, des associations reconnues d'utilité publique, des projets et programmes de l'Etat.

Toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

- **Quels sont les biens susceptibles d'être dénoncés ?**

Les maisons, les immeubles commerciaux, les champs, les fermes, les parcelles non bâties, les comptes bancaires, les valeurs en bourse, les actions dans les sociétés, les assurances-vie, les bijoux de valeur, les véhicules à moteur, les fonds de commerce, le cheptel.

*Pour plus d'informations, appelez le Numéro vert 80 00 22 22 ou écrivez à [info@oclei.ml](mailto:info@oclei.ml)*

**Merci pour votre soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.**

**Bamako, le 13 octobre 2020.**

# Mali : La non-déclaration des biens des autorités de la transition fait débat

Au Mali, et alors qu'ils sont entrés en fonction depuis le 25 septembre dernier, jour de leur prestation de serment, il n'y a pas encore d'information officielle au sujet de la déclaration des biens du Président et du vice-Président de la transition. Au sein de l'opinion publique, les interrogations fusent.



**A**u Mali, la «déclaration de biens» est sur toutes les lèvres. Récemment entrées en fonction, les autorités de la transition –représentées par le Président Bah N'daw, le vice-Président Assimi Goïta et le Premier ministre Moctar Ouane– sont déjà épinglées pour un premier manquement présumé. En effet, aucune information officielle de la Cour suprême ne fait état, jusque-là, d'une quelconque déclaration de leur patrimoine. Or, la Constitution malienne dispose, dans son article 37, que le Président de la Cour suprême doit recevoir «publiquement la déclaration écrite des biens» du Président de la République après la cérémonie d'investiture dans un délai de 48 heures. La Charte de la transition adoptée le 12 septembre et publiée le 1er octobre au Journal officiel (JO) de la République du Mali élargit cette disposition au vice-Président et à tous les autres membres des organes de la transition.

Transparence au Mali : à quand la déclaration des biens des nouvelles autorités ? – <https://t.co/jyk5m8CNJZ>

— Mali Online (@mali\_online) October 19, 2020

Pour rappel, cette charte a été adoptée à la suite du coup d'État militaire du 18 août der-

nier contre le Président Ibrahim Boubacar Keita. À ce titre, elle fait office de petite Constitution, à côté de la loi fondamentale malienne qui reste valide.

Sur la Toile, des internautes s'impatientent, des personnalités maliennes et étrangères aussi. On s'interroge sur les raisons pour lesquelles ces autorités, pourtant censées incarner un renouveau, et être mieux en phase avec les aspirations populaires, ne se sont toujours pas acquittées de cette obligation constitutionnelle et éthique.

Selon l'article 10 de la Charte, le Président, le Vice-Président, le Premier ministre et les Ministres de la transition doivent déclarer leurs biens à la Cour suprême. Si cela a été fait, merci au Gouvernement de nous le dire. Sinon, il devient urgent de procéder à cette action. [pic.twitter.com/nGLk0aSYJM](https://pic.twitter.com/nGLk0aSYJM)

— Moussa Mara (@MoussaMara2) October 14, 2020

Moussa Mara, ancien Premier ministre du Mali et expert-comptable de profession, demande aux nouvelles autorités des éclaircissements sur la déclaration des biens.

#Mali: Charte de la Transition(Art.10): "Le Président de la Cour Suprême reçoit publiquement, 48h après leur investiture, la déclaration

écrite des biens du Président, du Vice-Président, puis de tous les membres des organes de la Transition". Je n'ai rien vu. Par mon inattention?

— Paul Derreumaux (@Paul\_Derreumaux) October 12, 2020

Dans un délai minimum d'un mois avant la fin de la transition, le Président de la Cour suprême est censé recevoir une seconde déclaration écrite. Cette dernière est publiée au JO accompagnée de justificatifs éventuels en cas d'augmentation du patrimoine. Il est précisé dans la Charte que cette obligation s'applique aussi à tous les membres des organes de la transition à «l'entrée» et à «la fin» de leurs fonctions.

## DISCRÉDIT SUR LA TRANSITION?

Pour l'analyste politique Salia Samaké, la non-déclaration des biens des autorités est de nature à «jeter le discrédit» sur ces dernières –ce qui est plutôt malvenu au début d'une transition.

Selon Alifa Habib Koné, avocat spécialiste des questions de lutte contre la corruption, un tel manquement ne saurait rester sans sanction.

## Mali : PRISE DE FONCTION DES AUTORITÉS DE LA TRANSITION : QU'ATTENDENT-ELLES POUR FAIRE LA DECLARATION DE LEURS BIENS ?

«S'il s'avère que les autorités n'ont pas déclaré leurs biens, elles sont dans l'illégalité totale et la sanction, c'est normalement la révocation ou la perte du poste électif», explique Alifa Habib Koné à Sputnik.

Au Mali les Présidents de la IIIe République, notamment, le professeur Alpha Omar Konaré (1992-2002) et le général Amadou Toumani Touré (2002-2012), se sont soumis à la loi fondamentale du pays en déclarant leurs biens au début de leurs quinquennats respectifs.

Le 6 septembre 2018, deux jours après sa prestation de serment après sa réélection, l'ex-Président Ibrahim Boubacar Keita s'était également plié à l'exercice, après avoir manqué de le faire publiquement en 2013 lors de son accession au pouvoir.

Source: Sputniknews.com



## Lafiabougou : La population s'oppose à un projet de dépotoir

En Commune IV du district de Bamako, la mairie a informé le quartier de Lafiabougou d'un projet de dépotoir, auquel la population dit non. Catégoriquement.

**L**edit projet consiste à faire d'un terrain au bord du marigot de Taliko- Tchiétiéni, un dépôt de transit, avec en projet, une "usine de transformation d'ordures" qui n'a même pas été implantée et qui de surcroît sera un facteur de création d'emploi et également déménager le dépotoir d'à côté du cimetière de Lafiabougou vers celui de Taliko. Le projet en question s'inscrit dans une durée de 3 ans, une année et demie se sont déjà écoulées.

Pour manifester leur rejet du projet, la Coordination des jeunes de Lafiabougou Taliko, Bougoudani et Tchiétiéni, la Cafo de Taliko, la Recotrade, les autorités du quartier, après plusieurs concertations et réunions des jeunes avec la mairie, se sont mobilisées pour organiser un grand rassemblement, le 18 octobre sur le site devant abriter le dépôt de transit. Le maire Berthé, lors d'un entretien avec les

jeunes sur la question de recevabilité du projet de dépôt, a défendu le projet devant les jeunes, qui à leur tour ont relayé l'information auprès de la population. A travers une première mobilisation, ils ont pu réunir plus de 2000 signatures d'une pétition auprès de celle-ci. A la suite de laquelle les réunions se sont enchaînées aboutissant à la formation d'une coordination qui réunit toutes les couches de la société de Lafiabougou. **"Venir avec un projet pour aider une population et voir celle-ci se dresser catégoriquement contre, quelque part on doit comprendre qu'il y'a problème. Sinon quelle population ne voudrait pas d'un projet de développement surtout s'il est facteur de création d'emplois pour les jeunes ? Nous sommes contre l'installation d'un dépôt de transit sur ce site"**, nous dit Fanta Konaté, présidente de la Cafo de Taliko.

Selon Mamady Kéita, le secrétaire à l'organisation et porte-parole de la Coordination des jeunes de Lafiabougou Bougoudani et Taliko, **"le but de ce rassemblement est de faire part à la mairie que nous ne voulons pas et n'allons jamais accepter leur projet et si elle souhaite réellement le bien-être et le développement de cette population, elle devrait venir échanger avec celle-ci pour trouver ensemble d'autres projets allant dans le sens du développement"**.

Après plusieurs entretiens avec le maire et la réception d'une lettre d'invitation, le maire par son absence nous prouve qu'il semble toujours garder sa position d'installer le projet, que cela plaise ou non à la population car ce n'est pas leur avis qu'il demandait mais plutôt à titre informatif, nous confie le porte-parole.

**"Pour diverses raisons, à savoir la santé des habitants de Lafiabougou, la protection de l'environnement et les problèmes d'inondations, nous ne pouvons pas accepter ce projet de la mairie, qui au lieu de développer le quartier ne fera que détruire les habitants de la zone à petit feu"**, conclut Mamady Keita.

Les avis restent les mêmes pour nos interlocuteurs quant au "Non" à l'installation d'un dépôt de transit sur le site de Taliko.

## ILS ONT DIT

### **Astan Touré, (ménagère):**

“Ce terrain qui constitue un passage d'eau et un lieu de divertissement pour nos enfants, ne peut pas devenir un dépôt de transit. Je suis contre ce projet pour la simple raison que le quartier sera invivable si l'eau ne retrouve son passage habituel, elle ira dans tous les sens et ça sera inondation sur inondation. J'ai appris que le vice-président a aidé le quartier de Médina-Coura à se débarrasser de leurs tas d'ordures, nous sollicitons également une visite de lui et toute son équipe pour venir constater que ce site ne peut abriter aucun dépôt de transit”.

### **Oumou Diakité, (étudiante)**

“Nous vivons dans un quartier majoritairement pauvre, si nous accueillons ce projet, nous finirons tous par être envahis par l'eau ou déménager dans les hôpitaux, car nous ne ferons que choper des maladies de tout genre. Donc, nous disons non à ce projet”.

### **Faguimba Konaté, (bénévole**

### **au trésor) :**

“Je suis contre la venue de ce projet car j'ai été victime à plusieurs reprises de l'inondation. Si la mairie veut nous aider, elle n'a qu'à commencer par trouver une solution à ce problème majeur du quartier, au lieu de vouloir en rajouter. Durant toute la période hivernale, nous n'avons jamais l'esprit tranquille, nos vies sont en jeu”.

### **Ousmane Diarra, (tailleur)**

“Voir autant de personnes mobilisées pour défendre la même cause, est un acquis, je dis non au projet de la mairie. Si ce site devient un dépotoir, je suis convaincu d'une chose, c'est que tout le quartier va déménager. Ce marigot qui est là, reste un principal souci pour les habitants de ce quartier, qui n'ont pas fini de réfléchir sur comment trouver une solution à cela, encore moins pour s'occuper d'un dépotoir. Sinon, le site de Lafiabougou qui est au bord du goudron est entouré de gens qui ont des moyens pour peut-être solutionner ce problème. Qu'à cela ne tienne, ils souffrent.

Encore que beaucoup d'entre eux ont des maisons dignes de ce nom avec des vitres contrairement aux habitants d'ici qui n'ont même pas de portail, comment vont-ils faire pour supporter les odeurs et comment se soigner avec les multiples maladies que cela va impliquer pour des gens qui parviennent à peine à gagner leur pain du jour”.

### **Awa Coulibaly, (militante des femmes du quartier)**

“Nous, population de Lafiabougou bougoudani et Taliko, sommes prêts à aller jusqu'au bout pour que ce projet n'aboutisse pas, même si nous devons y laisser notre vie. C'est inconcevable que des jeunes nés et grandis dans ce quartier ne puissent rester qu'une seconde proposer de tel projet”.

**Propos recueillis par  
Aminata Agaly Yattara  
Source : Mali Tribune**



## Coopération militaire Mali-France : Farabougou, une tâche noire au cœur de Barkhane

**L**a localité de Farabougou, dans le cercle de Niono, était depuis le mardi 6 octobre dernier sous le contrôle des terroristes. Les assaillants avaient encerclé la localité, contraignant les habitants à rester terrés dans leurs maisons. Une situation qui avait suscité de beaucoup de commentaires, l'armée malienne, aujourd'hui sous le contrôle de jeunes colonels du CNSP, appelée à rescousse, ayant trop traîné pour blocus imposé à de paisibles habitants de Farabougou.

**« Plusieurs personnes sont mortes lors de l'attaque, il y a aussi des disparus. Nous sommes à leur merci. Ils nous empêchent de sortir du village. Nous avons alerté les autorités maliennes. Nous avons crié au secours, mais personne n'est venue nous aider pendant tout ce moment. On est arrivé à se demander si nous faisons encore partie du Mali. Farabougou est pourtant distant seulement**

**de 34 km de Diabali, 74 Km de Niono et 17 km de Sokolo ».**

Tel fut le cri de cœur d'un habitant de Farabougou qui, combiné au fait qu'au lieu d'aller libérer cette localité des mains des terroristes, l'armée s'était plutôt contentée de larguer des vivres au-dessus du village, avait ému plus d'un. Mais au finish, les esprits ont fini par se retrouver lorsque le jeudi 22 octobre, les FAMA décident de lever le siège djihadiste sur Farabougou. Les soldats de l'armée malienne ont en effet pu y poser pied, alors que des combattants terroristes en interdisaient l'accès depuis 17 jours.

L'opération baptisée « Farabougou ka lafia » a été dirigée personnellement par le colonel Assimi Goïta depuis le camp militaire de Bapho, près de Ségou. De là, il commanda cette opération qui a permis de « libérer » le village « des mains des terroristes ». Des éléments des Forces spéciales maliennes sont arrivés dans

le village jeudi, déposés par hélicoptère « près d'une section » en plusieurs rotations, précisent les Famas, qui ont aussi livré des vivres et évacué des malades.

Selon des sources, le Vice-président s'est finalement transporté sur le terrain où il a pu s'entretenir avec les chefs religieux et coutumiers de Farabougou pour comment concilier les efforts pour le retour de la paix dans la localité et le dialogue entre les différentes communautés. Le Colonel Assimi Goïta dit avoir trouvé à Farabougou une population très enthousiaste. Selon lui, les populations de la localité font confiance en leur armée contrairement à certaines allégations faites çà et là. Aussi pense-t-il que le problème de Farabougou est un conflit intercommunautaire nécessitant l'implication de toutes les personnes de bonnes volontés pour une solution durable à cette crise.

Selon le vice-président de la transition, l'armée malienne s'occupera de la menace terroriste. Il a en outre noté que les FAMA ne vont jamais faillir à cette lutte contre le terrorisme. Des opérations militaires sont toujours en cours pour la stabilité de la localité de Farabougou, dira-t-il. Les FAMA doivent agir avec professionnalisme pour que les populations ne soient pas prises comme cible et chercher en



même temps les mauvaises graines afin de les neutraliser, fera-t-il savoir.

Le commandant du secteur 5 de l'opération Maliko, le Colonel Didier Dombélé a pour sa part indiqué que des forces spéciales maliennes sont venues baliser le terrain pour l'arrivée des humanitaires, et a réitéré que les FAMA vont travailler de concert avec les partenaires pour lutter contre les forces obscurantistes. L'opération « Farabougou ka lafia », faut-il le souligner, est à mettre entièrement sur le compte de l'armée nationale, sans implication d'aucune sorte de la part des troupes étrangères qui occupent le pays sous le compte de la fameuse lutte contre le terrorisme.

Et si la MINUSMA a pu se mêler de la lutte 48 heures après la libération de Farabougou à travers un soutien logistique de taille pour le transport de deux sections FAMA sur la localité, on ne pourra pas en dire autant pour Barkhane, restée stoïque durant tout le temps qu'a duré le confinement forcé des habitants de Farabougou. D'où la colère de nombre de nos compatriotes contre cette force française qui, selon eux, vivent en parfaite harmonie avec les groupes terroristes dans le grand nord du Mali.

Tout n'est cependant pas terminé à Farabougou, les terroristes étant toujours en train de roder dans les parages de ce village de 3000 âmes, et les FAMA promettent de tout mettre en œuvre pour les villageois puissent vaquer à leurs occupations. En attendant, elles continuent d'acheminer vivres et autres produits de première nécessité pour le confort des habitants de Farabougou.

La situation dans le centre du Mali, faut-il le rappeler, reste encore très préoccupante. Les milices d'autodéfense et les groupes extrémistes ont continué d'exploiter les conflits intercommunautaires, ce qui a entraîné une violence continue contre les civils et des problèmes de sécurité, touchant principalement les cercles de Bankass, Bandiagara, Douentza et Koro. Dans ces vagues successives qui cessent d'assaillir le centre du Mali, l'ONU y dénombre 343 attaques, 375 civils tués, 450 blessés et 93 enlevés durant les trois derniers mois.

■ Yama DIALLO

## HCME : La plaidoirie de Habib Sylla



**L**e président du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur (HCME), Habib Sylla, qui a pratiquement défrayé la chronique pendant toute la semaine écoulée (lui et ses partisans pensent que c'est le président du CSDM, Mohamed Chérif Haidara qui sont derrière ces articles de presse), a profité du plateau de l'ORTM pour répliquer et remettre les choses en leur place. Il était en effet l'invité de la semaine de l'ORTM 1) pour décortiquer les efforts abattus par la structure qu'il dirige depuis 9 ans, l'apport précieux et inestimable des Maliens établis à l'extérieur à l'économie nationale, la représentation des Maliens de l'extérieur à l'Assemblée Nationale...

Ainsi, à ceux qui lui reprochent d'avoir écarté le HCME de ses missions premières, il lâchera : « **Je dis qu'il faut savoir assumer. J'ai été élu par des bases, je suis d'une base. Ce que les gens ne savent pas, c'est qu'on ne rentre pas au HCME par infraction. Nous sommes organisés. Vous savez, le HCME est sorti des entrailles de la conférence nationale. Nous sommes au départ même une institution, logiquement. Vous**

**ne pouvez pas y rentrer comme ça. Il faut que chaque président de base soit élu par les Maliens de cette base. Lorsque nous sommes arrivés, nous avons trouvé qu'il y a 25 pays où il y avait des doublons. Moi, c'est ce que j'ai hérité de mes prédécesseurs. Donc, mon premier combat était de faire tout avec mon équipe pour qu'il y ait unité, qu'on se retrouve. Nous avons réussi à le faire ».**

Quid donc des accusations selon lesquelles il servirait plutôt les pouvoirs publics et non les maliens de l'Extérieur ? Sur ce point, Habib Sylla, fera savoir que chacun est libre de dire ce qu'il veut et que c'est ce qui fait la beauté de la démocratie. « **Chacun est libre de dire de ce qu'il pense, mais ce que les gens oublient, c'est que le HCME ne peut pas être une association d'opposition. Nous nous regroupons dans la diversité. Chacun, sur le plan politique, a sa vision. Au moment des élections, chacun choisit son camp ».**

Pour ce qui concerne la représentation des Maliens de l'Extérieur à l'Assemblée Nationale,

où il lui est également reproché de ne rien faire pour que cela soit une réalité, M. Sylla fera savoir qu'il y a des gens qui parlent mais qui ignorent en réalité que le problème de l'Assemblée Nationale est un problème constitutionnel. **« Lorsque le HCME est né en 1991, automatiquement on voulait avoir des représentants à l'Assemblée Nationale au-delà de nos représentants au Haut Conseil des Collectivités et au Conseil Economique, Social et Culturel. Pour le cas de l'Assemblée Nationale, à l'époque les constitutions n'avaient pas évolué dans les pays de résidence. Ce n'était pas la mauvaise volonté du gouvernement. Déjà dans les deux autres institutions, nous sommes représentés. Alors, la situation a évolué dans l'ensemble des pays maintenant, et certains pays ont déjà leurs députés à l'extérieur. On a dit que c'est possible maintenant. Mais il se trouve que du côté du Mali, il faut qu'on la touche. Et tous les régimes précédant l'ont essayé sans succès. Et il faut que ce problème soit réglé pour nous insérer dans la constitution ».**

Pour ce qui est le volet économique, c'est-à-dire l'apport des maliens de l'Extérieur dans l'économie nationale, Habib Sylla pense qu'il y a une erreur de jugement sur ce point, la contribution de la diaspora étant plus que 600

milliards de FCFA tout temps véhiculé par les politiques. **« Là encore, je vais parler du double. Ces chiffres sont des chiffres officiels. Mais vous avez d'autres canaux par lesquels les Maliens font parvenir les « sous » pour leurs familles pour leurs épargnes. Donc, il faut aller vers les 800 milliards de FCFA de contribution à l'économie malienne ».**

Par ailleurs, l'homme dit regretter le fait que les maliens de la diaspora soient dispersés à travers d'autres structures se réclamant d'eux et souhaite de ses vœux voir ce problème résolu, toute chose qui n'arrange personne. Pour lui, le HCME a montré quelque chose d'extraordinaire. En 9 ans de mandat, dira-t-il, il y a eu au moins quinze pays qui sont venus s'inspirer de l'expérience malienne ayant permis de regrouper et faciliter la gestion de la diaspora malienne par les autorités des pays d'accueil et celles du pays d'origine. **« Nous sommes l'interlocuteur des autorités des pays d'accueil. Donc, ça c'est un avantage parce que nos ambassades et consulats n'ont pas suffisamment de personnel pour faire face à certains problèmes sociaux de nos compatriotes ».**

Quel accompagnement le HCME apporte-t-il aux maliens qui décident de retourner s'installer au bercaïl ? Sur cette question, le président Habib Sylla a salué le gouvernement,

l'OIM, les partenaires de son organisation et les conseils de base. **« Vous savez, parler, c'est facile. Mais ces Maliens savent que même s'il y a de problème, c'est là encore que le HCME est tenu. Mais les gens font de l'amalgame, le HCME n'a pas un budget conséquent pour faire face comme si c'était un gouvernement. C'est le volontariat, des personnes qui ont envie, avec leurs réputation et relations, avec les moyens qu'ils ont, qui aident ceux qui en ont besoin. Ce n'est pas que le gouvernement malien leur donne quoi que ce soit, non. C'est volontaire. C'est pourquoi les autres pays nous apprécient par rapport à cela. Ceux qui reviennent, ils sont toujours reçus en présence d'au moins un représentant du HCME. Et ils sont logés dans la Maison des Maliens de l'Extérieur. Ils y font trois jours, on les contrôle, puisqu'il y a le service sanitaire, et chacun regagne sa famille. Ils ont 56 mille francs pour arriver quand même dans leurs familles. Ça, il faut saluer le gouvernement malien. Le budget du HCME est de 40 millions par an. Le reste, c'est nous qui nous débrouillons. Les gens spéculent sur le montant ».**

■ Yama DIALLO



# Bah N'Daw : Passer de la parole aux actes



**L**e discours d'investiture du président de la transition Bah N'Daw était-il une simple profession de foi ou un engagement d'un soldat devant tout un peuple ? Ce vendredi 25 septembre 2020 en effet, au moment où il s'apprêtait à prendre en mains les destinées de la transition qui s'ouvrait, le colonel-major à la retraite Bah N'Daw a martelé « (Ma) mission, je le sais, se mènera sur le socle de la guerre sans merci qu'il faudra continuer à livrer aux forces terroristes et au crime organisé.

Ces fléaux accablent certaines parties du pays depuis plus d'une décennie. Leur sanctuaire s'élargit au détriment de la sécurité nationale. Les demi-victoires ne suffisent plus pour les vaincre

Nous devons gagner totalement et durablement. Pour cela, il faut certes une gestion politique là où celle-ci est nécessaire mais il est important de se doter de moyens les plus dissuasifs possible à travers une armée aguerrie, matériellement soutenue et moralement prête.

L'armée, il est vrai, ne doit combattre que l'ennemi. Elle ne saurait être coupable d'exactions contre les populations civiles. Cela ne peut pas être accepté et ne sera pas accepté. »

Or voici que depuis quelques jours des images vidéo insoutenables accusent les Forces armées maliennes d'exactions sur des populations civiles dans le village de Libé, commune de Baye, cercle de Bankass dans la région de Mopti au centre du Mali. De nombreux témoignages audio ont aussi inondé les réseaux so-

ciaux.

Il est salubre que la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA) ait immédiatement réagi à des accusations aussi graves. La Dirpa en effet, a posté dès le vendredi 23 un démenti sur son compte Twitter « **Des rumeurs mensongères circulent sur les réseaux sociaux, tendant à incriminer les #FAMA d'avoir « fait de victimes innocents » d'une ethnie à Libé, dans la commune de Baye, cercle de #Bankass, région de #Mopti.**

**Il s'agit d'une propagande dont le seul objectif est de vouloir saper le moral des #FAMA pour ainsi les distraire dans la traque des terroristes sous toutes les formes sur toute l'étendue du territoire national. Mais les #FAMA ne se laisseront point distraire.**

**Tout en réaffirmant leur professionnalisme, les #FAMA invitent à la vigilance contre cette** marque de fabrique terroriste. »

Mais au-delà des communicants de l'armée et même éventuellement du ministre de la Défense, c'est le président Bah N'Daw lui-même qui est interpellé pour au moins deux raisons. La première est qu'en plus des rumeurs, c'est la jeunesse de l'association Tabital Pulaaku, l'association des amis de la culture peulh qui est montée au créneau avec une liste de personnes assassinées dont des enfants de 12 ans, des femmes et de très vieilles personnes. La jeunesse Tabital Pulaaku parle même de « **nettoyage ethnique et d'enquête indépendante pour que justice soit rendue.** »

Les mots sont graves, forts et révèlent une très grande colère qu'il appartient précisément au président Bah N'Daw de calmer.

Il doit sans doute veiller à remonter le moral de nos troupes, à les équiper convenablement et à assurer leur formation. Mais il doit aussi veiller à ce que notre armée soit républicaine et respectueuse des droits de l'homme. Avec dans ce domaine aussi, et pour le paraphraser « ne pas pouvoir promettre zéro bavure mais faire tout pour que l'impunité zéro soit la norme ».

Sur ce terrain et précisément dans le cas de Libé, commune de Baye, la parole de Bah N'Daw est attendue. Et plus que sa parole des mesures énergiques sont espérées. C'est cela aussi le nouveau Mali.

La liste des victimes en encadré.

La liste des civiles tués à Libé/Bankass ce 22/10/20 compilée. Nous avons pu identifier 05 autres victimes dont trois étaient noyées dans une marre. Parmi les victimes, il y a malheureusement 02 filles âgées respectivement de 12 et 16 ans. Mais aussi 05 vieilles âgées de plus de 60 ans.

1. Amadou Sidibé 70ans
2. Yaya Sidibé 66ans
3. Boucari Souleymana Sidibé 57ans
4. Boucari Oumar Sidibé 49ans
5. Boucari Daouda Sidibé 40ans
6. Issa Sadio Sidibé 45ans
7. Alaye Douguen Sidibé 68 ans
8. Amadou Mama Sankaré 68ans
9. Boura Sadou Sidibé 49ans
10. Korca Birgui Sidibé 49ans
11. Yaya Moussa Sidibé 53ans
12. Issa Mama Sidibé 47ans
13. Boureima Sambo Sankaré 62ans
14. Hamidou Sidibé 60ans
15. Djela Tall 72ans
16. Oumar Diallo 37ans
17. Oumar Maraba 41 ans
18. Amadou Sidibé 53 ans
19. Moussa Yero Sidibé 68 ans
20. Ba Aly Sidibé 43 ans
21. Diko Diallo 12 ans
22. Salamata Barry 16 ans

■ Moctar Sow

# Crise politique au Mali : Les enjeux des organes de la transition

Les « organes de la transition » se mettent progressivement en place : Président, Vice-président, Premier ministre, Gouvernement sont déjà en place. Il reste le Conseil de transition avec ses 121 membres annoncés. Au fur et à mesure qu'ils se mettent en place, des questions trottent dans les têtes des populations : qu'est-ce qu'ils vont faire ? Sur quoi la transition va-t-elle déboucher ?

De la feuille de route annoncée, des enjeux se dégagent : Paix et réconciliation nationale, Refonte du système éducatif, Refondation de l'Etat, Lutte contre la corruption, Relance de l'économie, Rétablissement de la sécurité sur tout le territoire, Organisation des élections, tout cela dans un budget de temps de 18 mois non négociables, à compter du 15 septembre 2020.



## I – PAIX ET RECONCILIATION NATIONALE.

Il est de prime abord rappelé que la transition n'est pas la « solution magique » à tous les problèmes de notre pays. La réussite de la transition dans la réalisation des objectifs consignés dans la « feuille de route » est tributaire de l'implication personnelle de tout un chacun, à son niveau et de la réelle volonté de tout le monde à œuvrer pour que le pays retrouve sa sérénité d'antan. La paix et la réconciliation sont des ambitions majeures.

« La plaie ne guérit pas sur du pus », dit-on. Il est important que l'on cesse de « se raconter à nous-mêmes », pour tenir un langage de vé-

rité. Les choses doivent être dites telles qu'elles se présentent, telles qu'on les voit, telles qu'elles se déroulent et telles que les populations les subissent. Les solutions trouvées, dans ces conditions, seraient forcément durables.

La patrie n'est pas négociable. On est pour le Mali, ou on n'est pas pour le Mali. C'est l'application stricte de cette règle qui fait que nous nous glorifions de nos jours, de l'histoire millénaire de nos ancêtres. Si eux, ils n'avaient pas été des femmes et des hommes d'éthique, pétris de grandes valeurs et travailleurs, nous ne serions pas là.

A notre avis, détruire sa propre famille relève d'une certaine malédiction. Ceux qui pensent

qu'ils ont une « autre patrie », une autre terre d'accueil, là où ils peuvent avoir leur bonheur souhaité, seraient bien honnêtes et gentils de laisser le Mali à ceux qui n'en ont pas d'autres. Cela est humain, religieux, non égoïste et plein de bons sens. Pourquoi ?

Parce qu'il n'est pas certain, que les descendants de ceux qui trahissent et détruisent le Mali, aient les mêmes chances que leurs parents. Alors, il faut « craindre le retour de l'ascenseur ».

« Après la pluie, il reste la rosée », dit une sagesse populaire. Autrement dit, en situation normale, on meurt en laissant derrière ses progénitures. Très généralement les héritiers récoltent des fruits des actes posés par leurs parents ou tombent dans des trous creusés par ceux-ci. Ainsi donc les enfants paient d'une manière ou d'une autre, des actes posés par leurs parents.

Quel bonheur d'entendre des phrases de type « cela ne peut pas arriver aux enfants d'un tel ou d'une telle en notre présence, leurs parents étaient bien » ? Inversement quel malheur pour des enfants de payer de leur vie, dès la tombée de la nouvelle du décès d'un parent qui a semé la terreur ?

En règle générale, ceux qui sèment la terreur, qui se donnent le droit de vie et de mort sur les autres, semblent ignorer que les rapports de forces peuvent changer en leur défaveur par des événements incontrôlables y compris la mort.

Pourtant c'est la mort du Chef rebelle Savimbi à 67 ans, qui a mis fin à 27 années de guerre d'Angola, qualifiée comme une des guerres les plus longues (1975 – 2002) et les plus meurtrières, qu'ait connue l'Afrique. Le chemin de la réconciliation des Angolais a été très long et difficile. Mais il a conduit, 17 années après sa mort, à l'organisation de funérailles « dignes », à ce fils égaré, qui a ôté la vie à des milliers d'Angolaises et d'Angolais. Le pays est classé parmi les pays les plus avancés du continent.

Plus près de nous, la mort de l'Abbé Diamacoune Senghor a mis fin à la rébellion de la Casamance au Sénégal. Lors des cérémonies du 12ème anniversaire de sa mort, le présentateur a dit : « Si l'Abbé était brave, il serait encore plus brave s'il avait signé la paix ».

Ces cas sont des preuves, que mêmes les guerres les plus longues, les plus sanglantes finissent toujours par être triomphées par la

paix. Le temps est incontestablement le plus grand arbitre.

Aucun pays au monde ne peut prétendre satisfaire aux besoins individuels de ses citoyens. C'est dans le « modèle de société » convenu, le cadre macroéconomique tracé que chacun œuvre pour trouver son compte. Les conflits d'intérêts et autres incompréhensions, inévitables à toute cohabitation, sont pacifiquement résolus.

Il est de la plus haute importance que nous ayons la même « définition » du Mali :

- un héritage historique et culturel à préserver et à transmettre aux générations futures ?
- une vache à lait dont il faut taper de temps en temps sur les mamelles pour qu'elle lâche encore un peu plus de lait ?
- un espace économique qu'on est prêt à livrer entièrement ou en partie à tout prédateur ?
- un espace politique sur lequel le seul objectif de l'Homme est la conquête du pouvoir et son exercice dans son seul intérêt, au détriment de celui des populations ?

Nous devons nous entendre sur la façon dont chacune et chacun perçoivent le « nouveau Mali ». Nous ne cessons de le répéter, c'est le moment de tenir un langage de vérité, de cesser la « langue de bois » ou le « MUSALAKA ». S'il arrive, par extraordinaire, que l'on n'ait pas la même lecture des situations et qu'il est quasiment impossible de réconcilier les positions des uns et des autres, les populations tireront les conséquences.

La réconciliation ressemble à la loi économique d'un « marché équilibré », en situation de la « concurrence pure et parfaite » : tout le monde se croit gagnant, l'acheteur pense qu'il a fait une bonne affaire, le vendeur également. A partir de ces fondamentaux, nous bâtissons un pays qui sera un toit protecteur pour toutes ses filles et fils. Le succès de la transition, sur le volet « paix et réconciliation » de la feuille de route repose sur les épaules de chaque Malienne et chaque Malien. Il est important que les membres des organes de la transition soient des personnes qui jouissent d'une grande crédibilité, d'une certaine exemplarité. Il est très difficile d'exiger aux autres d'être propres, alors qu'on est soi-même sale.

La lourde responsabilité que les Maliennes et les Maliens s'entendent pour regarder dans la même direction, se parlent le même langage, aient la même signification des notions de « Nation », « d'Etat » est confiée principalement



au « Ministère de la réconciliation ». La méthode d'approche jouera un grand rôle dans l'atteinte de cet objectif.

## II – REFORME DU SYSTEME EDUCATIF : L'ECOLE

L'école de la République a pour mission générale de préparer le « modèle de citoyen de demain ». C'est ce qui ressort explicitement de l'article 11 de la loi d'orientation sur l'éducation en ces termes :

« Le système éducatif malien a pour finalité de former un citoyen patriote et bâtisseur d'une société démocratique, un acteur du développement profondément ancré dans sa culture et ouvert à la civilisation universelle, maîtrisant les savoir-faire populaires et apte à intégrer les connaissances liées aux progrès scientifiques, techniques et à la technologie moderne..... ».

Notre système éducatif a été pendant longtemps à la hauteur de cette ambition, même si on peut lui attribuer, en grande partie, les dérapages, la descente aux enfers du pays.

A l'instar des autres domaines, l'éducation est encadrée par de nombreuses lois. Monsieur Amadou TRAORE a fait un excellent travail de recensement des lois qui régissent notre système d'éducation dans son livre intitulé : « L'Ecole malienne, hier et aujourd'hui, recueil des textes sur l'éducation au Mali » Ed « La ruches à livres sa » Bamako août 2008,

Depuis la réforme de 1962, les lois qui, à notre avis, ont fondamentalement impacté l'école malienne dans sa substance sont :

la loi N°94-010 du 24 mars 1994, portant réorganisation de l'Enseignement en République

du Mali,

la loi N°94-032 du 25 juillet 1994, Portant statut de l'enseignement privé en République du Mali,

la loi N°99 – 046 du 28 décembre 1999, portant loi d'orientation sur l'éducation ; l'Ordonnance N°02-056 /P-RM du 05 Juillet 2002 Portant création de l'Université de Bamako.

Les ordres d'enseignement sont clairement fixés : l'éducation préscolaire, l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

Les types d'enseignement sont aussi fixés : l'éducation non formelle, l'éducation spéciale, l'enseignement normal et la formation technique professionnelle.

De tous de ces textes, il ressort que le système comporte trois types d'établissement:

les établissements publics,

- les établissements communautaires,
- les établissements privés.

Chaque type d'établissement a ses organes de gouvernance et de gestion. Le système de surveillance et contrôle de la qualité est le même pour tous les établissements.

Il est certain que des faiblesses pourraient se trouver dans les nombreux textes, mais un diagnostic rapide, de « visu » du système fait ressortir, à notre avis, des faiblesses suivantes:

D'abord les infrastructures scolaires et universitaires : locaux, laboratoires, microscopes, salles de travaux pratiques (TP), bibliothèques, espaces d'apprentissage pratiques comme des champs d'expérimentation dans les établissements agricoles, etc. Le pays en manque cruellement à tous les niveaux ; fondamental,

secondaire et universitaire.

Ensuite la compétence du corps enseignant, l'école étant devenue une opportunité de résorption du chômage. Beaucoup de maîtres de l'enseignement fondamental, socle de tout le système, ne sont pas passés par les Instituts de Formation des Maîtres (IFM), anciennement connus sous le nom des IPEG.

Ensuite la gestion des programmes, des effectifs et des diplômés : l'adéquation des diplômés aux besoins du marché du travail, la problématique des programmes et des diplômés étrangers. La problématique des écoles confessionnelles, aggravée depuis 2012, par l'occupation et le remplacement de milliers d'écoles laïques par l'enseignement coranique ou leur fermeture pure et simple, Outre ces faiblesses d'ordre structurel, l'école malienne a énormément souffert de « l'instrumentalisation » des Hommes politiques. L'école est devenue une arme de déstabilisation et de conquête du pouvoir.

Dans sa déclaration dans la presse, le ministre de l'Éducation nationale, le Professeur Doulaye Konaté met en exergue toute l'importance des réformes de l'éducation dans la « feuille de route » et en même temps rassure et donne de l'espoir : « la transition se fera avec l'école ou ne se fera pas ».

### III – « REFONDATION » DE L'ÉTAT : DE SOLIDES INSTITUTIONS

Un immeuble, bâti sur des « fondations solides », résiste à toutes les intempéries. Un pays doté de « fortes Institutions » résiste à tous les chocs, toutes les crises.

L'état de déliquescence dans lequel se trouve

le pays pourrait s'expliquer, en partie, par la faiblesse des Institutions. Notre pays est doté de huit Institutions de la République, prévues à l'article 25 de la Constitution du 14 février 1992 :

- le Président de la République,
- le Gouvernement,
- l'Assemblée nationale,
- la Cour suprême,
- la Cour constitutionnelle,
- la Haute Cour de justice,
- le Haut Conseil des Collectivités Territoriales,
- le Conseil économique social et culturel.

Elles constituent l'encrage de la démocratie et le socle du développement économique et social dans la stabilité.

La « refondation » doit consister aussi à évaluer objectivement ces Institutions. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné dans chacune des Institutions ? Comment peut-on corriger les défaillances de « conception » et les dysfonctionnements relevés ?

La « refondation » doit permettre d'apporter des solutions aux défaillances et des corrections aux dysfonctionnements, tout en veillant à « l'équilibre des pouvoirs ». Cette mission est confiée au « Ministère de la Refondation de l'État en charge des Institutions.

De sa réussite, dépendra toute la crédibilité que les populations accorderont à leur pays et l'organisation des élections transparentes et crédibles.

### IV – LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.

La lutte contre la corruption est un défi majeur

à relever pour la survie même du pays. C'est une bataille qui se ne gagne pas sur le court terme. Elle nécessite du temps. La transition doit poser les jalons d'une véritable volonté de lutte contre la corruption.

Le premier axe dans la lutte contre la corruption, est certainement la mise à l'écart de la gestion des affaires, toute personne notoirement citée dans des affaires de corruption, de justice.

Sur ce point, la transition est en train de montrer des signes de faiblesses. Entre les discours et ce qu'on observe, des fossés semblent déjà apparus. Des personnes notoirement citées dans des affaires de malversations sont dans le gouvernement et les autorités de transition semblent incapables d'extirper ces personnes du gouvernement.

On pourrait mettre en place une règle déjà applicable à tous les membres du gouvernement. Elle consisterait à exiger une réponse écrite publique dans les huit (8) jours, sous peine de démission automatique à l'expiration de ce délai.

Le deuxième axe est certainement le remboursement des sommes détournées des caisses de l'État. Cela est inévitable pour toute politique volontariste de lutte contre la corruption, pour plusieurs raisons.

D'abord, les Entreprises traversent des situations financières très difficiles. Les trésoreries sont tendues. L'activité économique est en baisse depuis le coup d'état de 2012 aggravée par le Covid-19 et le récent embargo. Les méthodes musclées de recouvrement des impôts par voie de fermeture des entreprises risquent d'aggraver le chômage. En effet, comme dit un adage « il est facile de faire tomber quelqu'un



qui est accroupi ». Le Chef d'entreprise ne mourra pas de faim, ce sont les employés qui vont faire les premiers frais.

Ensuite, en présence de trésorerie tendue de l'Etat, les recours sont entre autres soit des emprunts, soit le recours aux aides publiques au développement, qui ne feront aggraver la dépendance économique et financière du pays. Des solutions seraient entre autres le remboursement des sommes détournées par la mise en place d'une « justice de transaction » et la réclamation des droits d'enregistrement et de mutation aux grands propriétaires fonciers.

Le troisième axe est la mise en place de réformes ou de mesures d'améliorations dans les procédures d'attribution des marchés publics.

La lutte contre la corruption signifie d'abord la maîtrise des dépenses de l'Etat. Pour cela, il convient de revoir les procédures des « consultations » et des « appels d'offres ». Nous recommandons que les Services techniques mettent en place des « coûts standards ». A titre d'illustration, on pourrait établir : Des fiches techniques de calculs du « coût standard du kilomètre de route » selon la nature des sols : normal, marécageux, sablonneux, argileux, rocaillieux,

- Des fiches techniques de calculs du « coût standard d'un pont » selon la nature des sols,
- Des fiches de calculs du « coût standard pour l'aménagement d'un hectare de terre irriguée » en canaux principaux, secondaires, revêtus et non revêtus,
- Des fiches techniques de calculs du « coût standard de construction » d'une classe de 50 élèves,
- Les offres financières des entreprises seront comparées aux « coûts standards » établis. Toute offre s'écartant de plus de 5 % du « coût standard » serait d'office éliminée.

Le quatrième axe est la vérification de l'opportunité des dépenses budgétisées.

Certains membres du gouvernement auraient ramené plusieurs véhicules, à la demande du CNSP de remettre les biens en leur possession.

Une liste de bâtiments publics vendus avec identification des acheteurs circulent sur les réseaux sociaux.

Les Rapports du Bureau du Vérificateur Général relèvent beaucoup de « manques à gagner » et de nombreuses dépenses réalisées de

façon extrabudgétaire.

De toutes ces situations, il apparait clairement qu'il y a un problème sur l'opportunité de certaines dépenses. Nous recommandons l'instauration d'une « prime sur économie budgétaire » dans tous les ministères en remplacement de certaines primes actuelles qui incitent à la corruption.

## V – RELANCE DE L'ECONOMIE.

Une démocratie doit avoir les moyens financiers pour faire fonctionner les Institutions qui la soutiennent. La question que tout gestionnaire privé et public averti se pose est la suivante : comment trouver de l'argent pour faire face aux dépenses de fonctionnement des Institutions et de l'Etat?

Au fur et à mesure qu'ils se mettent en place, les Organes feront face à la dure réalité de l'exercice du pouvoir, notamment le « manque criard d'argent ».

Une seule solution durable : trouver un déclin pour relancer l'économie par la mise en place d'un cadre macroéconomique propice aux activités. Nous avons proposé au premier Gouvernement du Président IBK, la mise en place d'une amnistie fiscale « conditionnée » pour assainir les fichiers des « services d'assiettes » comme les administrations des douanes et des impôts. En effet, les bases informatiques contiennent des « restes à recouvrer » difficilement recouvrables, soit parce que le débiteur n'est pas connu, soit des montants issus de contrôles sont exorbitants par rapport à la capacité financière des contribuables concernés.

Nous avons consacré une publication aux types de ressources auxquelles un Etat, en manque d'argent pourrait recourir, sous le titre « Le moral, ce carburant du moteur de toute l'activité économique » parue dans les « Echos Hebdo » N°1518 du 02 novembre 2018.

## VI – PRE-REQUIS.

Les objectifs sont ambitieux, mais les « organes de la transition » ne partent pas du néant. Ils ne refont pas la roue. Ils ont à leurs dispositions des bases de données très importantes formées de lois, d'études, d'ouvrages, d'articles.

Outre les lois actuelles dont certaines feront l'objet de relecture, des intellectuels ont pris

de leur temps, pour réfléchir et proposer des solutions aux problèmes.

Sur les Institutions, on peut noter :

1. La Constitution a fait l'objet de deux tentatives de révision : celle initiée en 2000 par le Président Alpha Oumar et celle réalisée par le Président IBK. La compilation des deux devrait permettre d'aller rapidement sur cette question.

2. A. GUINDO, « L'histoire des Institutions du Mali » 2012, Ed JAMANA, Bamako.

Sur les réformes de l'Etat, Paix et sécurité, on cite entre autres ;

1. SINGARE Issiaka, MAÏGA Choguel Kokala, « Les rebellions au nord du Mali, des origines à nos jours », Juin 2018, Edit EDIS, Bamako.

2. L'ouvrage « Renforcer la gouvernance démocratique au Mali », réalisé par le Forum multi-acteurs sur la gouvernance au Mali. Relativement complet sur les questions actuelles, dans neuf (9) séances, cet ouvrage traite de nombreuses questions figurant sur la feuille de route de la transition. Bamako, 2008 – 2012.

3. Moussa. DJIRE, Amadou. KEITA, « Régionalisation au Mali, regards croisés » 2015, Edit Tombouctou, Bamako

4. Amadou. KEITA, Brahim. FOMBA, Amagoin KEITA, « Le parcours législatif de la réforme de décentralisation au Mali » 2017 Edit Tombouctou, Bamako.

5. Sous la direction de Amagoin KEITA, Brahim FOMBA, « Réussir les transferts de compétences et de ressources de l'Etat aux Collectivités territoriales au Mali » 2017 Edit Tombouctou, Bamako

6. Réseau « Dialogue sur la gouvernance en Afrique », « Changeons l'Afrique, 15 propositions pour commencer » mars 2005, novembre 2003.

En conclusion, le Mali doit et peut retrouver sa quiétude légendaire. Il est vrai que le peuple malien souffre dans sa chair, dans sa dignité, dans ses biens et, mais sans aucun doute, le Mali a été et sera bâti par ses dignes filles et fils unis dans la main dans la main, sans exclusion d'aucune sorte./ A suivre.....

**Siné DIARRA**

**Expert-Comptable**

**Enseignant de Comptabilité de finances et d'Audit**

**Tel : 66 89 69 69 / 76 89 69 69.**

# Coopération Sino-malienne : 60 ans de bonnes relations diplomatiques

L'Ambassade de la Chine au Mali a organisé une cérémonie commémorative, ce samedi 24 octobre 2020, pour fêter les 60 ans de la coopération entre les deux pays.

Le 25 octobre 1960, les présidents Mao Zedong et Modibo Keita ont pris cette décision visionnaire qui, depuis ces 60 ans écoulés, a toujours été suivie non seulement avec fidélité mais aussi avec créativité par des générations de femmes et hommes politiques, d'ingénieurs, de militaires, des médecins et d'enseignants. 60 ans, dans la philosophie culturelle de la Chine, signifie un cycle bien complet qui s'apprête à repartir. « Quant aux relations Sino-maliennes, nous sommes en train de faire le bilan de ce cycle pour repartir vers un niveau plus élevé. Sur le plan politique et sécuritaire, dans nos capitales, comme à New York et à Genève au sein

des Nations unies, notamment au conseil de sécurité, nous nous témoignons mutuellement du soutien et de solidarité sur des questions d'intérêts fondamentaux : la souveraineté, l'intégrité territoriale, la paix, la stabilité et l'unité nationale. La lutte continue », a martelé SE Zhu Liying, Ambassadeur de la Chine au Mali.

Pour l'ambassadeur de la Chine, sur le plan économique, social et culturel, d'importants projets d'infrastructure ont été réalisés par les efforts des deux côtés pour le développement du pays et le bien-être de la population. La 2ème phase des travaux de la cité universitaire de Kabala continue malgré la crise sanitaire.

Tout à l'heure nous allons procéder aux jumelages des villes et des hôpitaux et à la remise des dons sanitaires contre la covid-19, des médicaments et des matériels médicaux fournis par le gouvernement chinois. Ceci reflète en quelque sorte les aspects typiques de la coopération traditionnelle entre nos deux pays.

« Sur la base du passé glorieux, nous allons préparer un avenir encore plus prometteur. L'expérience principale du passé nous montre qu'il faut toujours adopter une politique visionnaire, globale et stratégique. La confiance politique reste toujours le pilier fondamental de nos relations. Côté Chinois, la Chine s'y engagera avec sa vision à long terme. Elle renforcera ses liens avec le Mali dans le cadre du forum de la coopération Sino-africaine pour construire une communauté d'avenir partagé. Côté malien, le Mali fait déjà partie du cercle des amis de la "nouvelle route de la soie". Ceci lui donne, entre autres, l'avantage de coordonner nos politiques économiques et de profiter du train à grande vitesse de la croissance chinoise. Plus concrètement, je pense à la revitalisation de l'industrie





ationale, l'économie numérique, la formation professionnelle, la médecine en ligne dont le jumelage des hôpitaux va nous montrer l'exemple, la télécommunication à 5G et la ville intelligente », a-t-il indiqué.

Aux dires du secrétaire général du ministère des affaires étrangères et la coopération internationale, Boubacar Gouro Diall, la coopération entre nos deux pays est au beau fixe. Cette coopération a permis de faire plusieurs réalisations dans divers domaines. Selon lui, la Chine a été toujours aux côtés du peuple malien.

Le ministre de la Santé et du Développement social, Dr Fanta Siby, n'a pas manqué de souligner qu'entre la République Populaire de Chine et la République du Mali, la coopération a conservé un caractère exemplaire eu égard aux grandes réalisations faites dans divers domaines parmi lesquelles on peut citer : la sucrerie de Sukala, le Centre International de Conférences de Bamako (CICB), le Stade du 26 Mars, le Mémorial Modibo Keita, etc.

« Dans le domaine spécifique de la Santé, en plus de la construction et de la mise à disposition de l'Hôpital du Mali, la République Populaire de Chine envoie depuis 1968 des missions médicales chinoises

pour appuyer notre système de santé dans la prise en charge des patients maliens. Ainsi, durant des décennies, 26 missions ont déjà travaillé au Mali et la 27ème mission qui vient juste d'arriver va

entamer dès la semaine prochaine les activités de prise en charge des patients dans toutes les disciplines. Je voudrais, en cette circonstance, adresser à ces professionnels mes sincères remerciements et ma profonde gratitude ainsi que toute la reconnaissance du peuple malien », a-t-elle dit.

Mieux, elle dira qu'en prélude de la célébration du 60ème anniversaire de la coopération sino-malienne, dans le cadre des activités de la mission médicale chinoise et en application des dispositions du Protocole d'Accord signé entre nos deux pays, le Gouvernement de la République Populaire de Chine offre un lot de médicaments et de matériels destiné à l'hôpital du Mali pour une valeur estimée à 150 000 000 FCFA. Aussi, dans la même foulée, la République populaire de Chine a décidé de faire don à notre pays d'un important lot d'intrants pour la lutte contre la Covid-19 d'une valeur estimée à 195 000 000 FCFA.

Le geste que venait d'accomplir la République Populaire de Chine, à travers les présents dons, est la preuve d'une amitié sincère envers le Mali. Il est aussi la preuve d'un engagement et d'une collaboration sans failles entre les professionnels chinois et leurs collègues maliens pour l'amélioration de la santé des populations.





En recevant les kits sanitaires, Adama Sangaré, maire du district de Bamako, a dit qu'ils en feront bon usage des matériels reçus. Il a profité de cette cérémonie pour remercier tout le peuple Chinois pour les efforts importants qu'il ne cesse de déployer auprès de notre pays.

Le clou de la cérémonie a été la signature du document de partenariat et la visite des expositions photos sur la bonne santé de la coopération de nos deux pays. Enfin, le ministre de la Santé et du développement social a magnifié l'hospitalité malienne à travers la remise des cadeaux à l'ambassadeur.

Cette cérémonie a enregistré la présence du ministre de la Santé et du développement social, du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale, du maire du district de Bamako et de plusieurs autres personnalités.

■ Ibrahim Sanogo



# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**

## Iba One : Le nouveau Kankou Moussa du rap

L'artiste rappeur Iba One a lancé officiellement son double album, le 18 octobre dernier. Le lauréat du prix Primud du meilleur artiste africain sera en concert le 24 octobre 2020.

De son vrai nom Ibrahim Mahamadou Fily Sissoko alias Iba-One, le champion, rap magicien, Iba One, rappeur jeune 5 étoiles ; den missèni tôgo tigi, Dawoulaba, Gladiateur, autant de surnoms à lui seul, vient d'en ajouter un "L'Empereur" avec la sortie du nouvel album le 18 octobre intitulé "Mon Empire".

L'artiste malien avait organisé une conférence de presse le vendredi 9 octobre pour annoncer à ses fans la sortie de son nouvel album prévu le 18 octobre et intitulé "Mon Empire" et

également son concert qui aura lieu le 24 octobre 2020 au Stade du 26 Mars de Bamako. Un double album composé chacun de 17 morceaux. "J'ai surpris les fans", dit-il. Après plusieurs mois d'inactivité compte tenu de la situation sanitaire du Mali, l'artiste rappeur malien de son vrai nom Ibrahim Sissoko connu sous le nom d'Iba One revient sur la scène musicale pour faire chanter, danser et sauter ses fans avec son nouvel album "Empereur" au bon moment avec le concept de nouveau. Selon l'artiste, "Mon Empire est un album

mondial qui marquera ma carrière car il contient tout. Il a pour objectif de valoriser nos cultures afin de nous rappeler des anciennes histoires du Mali vu que notre pays a connu beaucoup de rois mais c'est l'empereur Kankou Moussa qui fut le roi des rois", a-t-il dit.

Donc, l'inspiration m'est venue lors d'un des voyages aux États-Unis d'Amérique. J'ai croisé un juif dans un train. Il m'a demandé si je suis Africain, si oui de quel pays ? Je lui ai dit que je venais du Mali. A mon tour, je lui ai demandé, s'il connaissait mon pays ? Il a répondu par oui et ce qui est drôle, il m'a demandé si je connais Kankou Moussa. Alors, ça m'a étonné de voir à quel point les étrangers s'intéressaient à notre histoire et culture plus que nous les jeunes, poursuit-il.

"Moi, ayant appris l'histoire de Kankou Moussa à l'école, je me suis dit Iba, il faut que tu mettes en valeurs tes cultures tout en montrant à ces gens qui viennent utiliser les meilleurs aspects et leçons de nos histoires, que nous savons nous en servir également et à très bon escient. Tout a débuté en Afrique, c'est la principale raison qui m'a donné l'idée de Mon empire".

En s'inspirant de Kankou Moussa qui fut un modèle pour lui, il a choisi de donner à son nouvel album le titre "Empereur" car il se considère désormais comme l'empereur du rap africain. Avec ce nouveau concept, l'artiste espère pouvoir faire la promotion de la culture malienne et africaine.

Lors de ce concert, Iba One a invité quelques artistes qui ont chanté avec lui dans le nouvel album et d'autres nationaux et internationaux. Après le concert, il ira en tournée pour faire des dédicaces non seulement à quelques artistes comme lui mais à ses fans qui sont à l'étranger.

Iba One a remporté le prix du meilleur artiste ouest africain du Primud. Un concours international qui met en compétition les rappeurs, humoristes, réalisateurs, danseurs et artistes de la musique urbaine et du coupé décalé.

Aminata Agaly Yattara  
Source : Mali Tribune





## Nigeria : « Vous avez échoué, Monsieur le Président »

**RÉACTIONS.** Telle est la réaction d'un internaute nigérian au discours de Muhammadu Buhari sur Twitter. C'est dire que le pouvoir est désormais pressé..

**D**ans son discours à la nation tant attendu, Muhammadu Buhari a accusé les manifestants de menacer la « sécurité nationale » alors que la violence se poursuit dans tout le pays. © Présidence du Nigeria

Sans même attendre la fin du discours du président Muhammadu Buhari, un ancien militaire putschiste, âgé de 77 ans, les Nigériens se sont rués sur les réseaux sociaux pour commenter chaque mot du dirigeant qui s'exprimait pour la première fois depuis le début du soulèvement populaire qui frappe son pays, particulièrement le Sud et sa gigantesque capitale économique Lagos.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le chef de l'État s'est montré inflexible. Il a prévenu les manifestants qu'il « n'autoriserait personne ni aucun groupe à mettre en péril la paix et la sécurité nationale », dans un dis-

cours très suivi par les quelque 200 millions de Nigériens.

Les manifestants pointés du doigt « Résistez à la tentation d'être utilisés par des éléments subversifs pour causer le chaos et tuer notre jeune démocratie », a-t-il appelé, après la répression sanglante mardi 20 octobre de manifestations pacifiques à Lagos, ville de 20 millions d'habitants et épicentre de la contestation, qui a indigné le pays et la scène internationale. En somme, presque toute la responsabilité de l'escalade de violences incombe aux manifestants.

« Le résultat est clair pour tous les observateurs : des vies humaines ont été perdues ; des actes de violence sexuelle ont été signalés ; deux grands établissements pénitentiaires ont été attaqués et des condamnés libérés ; des propriétés publiques et privées complètement détruites ou vandalisées ; le palais d'un

artisan de la paix, l'Oba de Lagos a été violé, a dit agacé Buhari, les soi-disant manifestants ont envahi un aéroport international et ont perturbé les plans de voyage de nos compatriotes nigériens et de nos visiteurs », faisant allusion à la compagnie Delta Airlines qui a annulé trois vols ces jours-ci en direction du Nigeria.

Mardi soir, l'armée et la police ont tiré à balles réelles sur des manifestants pacifiques, faisant au moins 12 morts et des centaines de blessés à Lagos, selon Amnesty International, et 56 personnes au total sont décédées depuis le début du mouvement.

Buhari dit à la communauté internationale d'attendre

Washington, mais aussi l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONU ont condamné ces violences et ont demandé que les responsables soient traduits en justice. Le président les a remerciés, les invitant cependant « à attendre d'avoir tous les éléments entre les mains avant de juger ».

Il n'a lui-même fait aucun commentaire sur cette tuerie, mais a regretté d'avoir « montré des signes de faiblesse en acceptant les [...] demandes faites par les manifestants » pour réformer la police.

Le mouvement de protestation qui a commencé il y a deux semaines contre les vio-

lences policières s'est mué peu à peu en un mouvement de soulèvement contre le pouvoir en place accusé de mauvaise gouvernance. Après ce « mardi sanglant », comme l'ont appelé aussitôt les Nigériens indignés, Lagos a plongé dans le chaos, des supermarchés ont été pillés, des coups de feu ont été tirés dans cette ville, où deux prisons ont été attaquées, avant que les forces de l'ordre n'en reprennent le contrôle.

À Lekki, le quartier de Lagos, où l'armée a tiré mardi soir sur un millier de manifestants, les soldats avaient repris le contrôle des rues et maintenaient l'ordre en fin d'après-midi. La situation était calme autour d'un grand centre commercial totalement détruit.

Des Nigériens déçus et choqués

Sur les médias sociaux, les critiques pleuvent. « Pas de condoléances aux familles, aucun mot au sujet du massacre de Lekki, ou promesses de justice, il n'a pas non plus présenté de plan cohérent de sortie de crise. Il doit partir ! » écrit en colère cet internaute.

Un autre, un brin amer, lance : « Si le président doit s'exprimer, dites-lui de le faire à 21 heures, car, pour l'heure, nous n'avons pas de courant chez nous. » Certains internautes s'en prennent aux membres de l'équipe du président « Bashir. Honnêtement devant Dieu. Êtes-vous satisfait ? Honnêtement. Vous êtes un homme instruit. Cela vous impressionne-t-il ? Voudriez-vous que vos enfants vivent avec ce genre de président ? Vous pouvez me DM, entre vous et moi », écrit ce Nigérien s'adressant à Bashir Ahmad, l'assistant vidéo du service de la communication de la présidence.

Pour le Parti démocratique populaire, « le discours tant attendu du président Buhari sur les manifestations qui secouent la nation est décevant et complètement déconnecté des réalités des événements tragiques survenus dans notre pays au cours des deux dernières semaines. Ses chefs, notre parti et, en fait, tous les amoureux de la paix dans notre pays, ont été choqués que M. le Président ait passé sous silence les violences contre les manifestants. »

« Maintenant, ils savent de quoi nous sommes capables », a dit à l'AFP l'un des jeunes toujours présents sur les lieux et toujours en colère. « On ne croira plus à leurs conneries désormais. Nous avons juste faim, nous sommes fatigués », a-t-il lancé, la voix éraillée.

Un entrepôt où étaient stockés des milliers de sacs de vivres destinés à être distribués aux ménages pauvres affectés par la pandémie du coronavirus a aussi été pillé, selon le gouvernement de l'État de Lagos. Sur des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, on pouvait voir des centaines d'hommes et de femmes transportant des sacs blancs estampillés du sigle « Covid ».

« Chers jeunes compatriotes de EndSARS, je me sens obligé de vous faire savoir que rien dans ce discours déconnecté de notre président n'invalide le grand progrès que vous avez aidé notre démocratie à faire au cours des 12 jours où vous avez mené une manifestation pacifique des plus efficaces au Nigeria », assure cet autre Nigérien sur Twitter.

« Un gouvernement sensible aurait été assez modeste pour admettre sa culpabilité, car des preuves évidentes montrent que le massacre était planifié. Mais Buhari continue d'insulter les manifestations et d'abuser des droits des gens de dire non à un système qui a fait du pays le siège mondial de la pauvreté. L'AAC n'est pas déçue, car le régime a montré qu'il est dépourvu de conscience et s'en tient à son fascisme avoué. Nous savons que le régime de Buhari déteste la démocratie et est déterminé à forcer le Nigeria à la guerre » a exprimé Oshioks Philips, secrétaire national à l'organisation de l'African Action Congress.

Parmi ces nombreux commentaires négatifs, quelques-uns sortent du lot pour saluer la prise de parole du chef de l'État. « Chaque fois que je vois le président Buhari, je vois l'espoir, je vois l'intégrité, je vois la résolution, je vois la solution, je vois le vrai démocrate, je vois le charisme, je vois la conscience nationale, je vois la passion et, surtout, je vois le Nigeria

indivisible. Que Dieu bénisse Muhammadu Buhari », s'enthousiasme un certain Aliyu Muhammad, aussitôt incendié par les twittos qui lui ont répondu sous son message.

Un gouvernement sous pression

Le Nigeria, première puissance économique du continent africain grâce à son pétrole, est aussi le pays qui compte le plus grand nombre de personnes vivant sous le seuil de l'extrême pauvreté au monde.

Le président Buhari, ancien général putschiste dans les années 1980 démocratiquement élu en 2015 et 2019, musulman originaire du Nord connu pour son austérité et sa fermeté, avait tenu dans l'après-midi un conseil de défense avec « toutes les agences de sécurité du pays ».

Son conseiller spécial pour la sécurité avait assuré aux Nigériens qu'il allait proposer « des solutions » pour mettre fin à la crise.

Mises en cause dans la tuerie de mardi soir par des témoins et des ONG, la police et l'armée nient toute responsabilité.

Mais des vidéos de la fusillade montrant des militaires en train de tirer à balles réelles au-dessus d'une foule qui agitait des drapeaux et chantait l'hymne national au péage de Lekki avaient été largement relayées sur les réseaux sociaux, suscitant l'indignation.

La Cour pénale internationale (CPI) a affirmé « suivre de près les incidents en marge des manifestations au Nigeria », dans un communiqué jeudi. « Nous avons reçu des informations concernant des crimes présumés et nous regardons de près la situation, dans le cas où la violence s'intensifierait », a déclaré la procureure générale Fatou Bensouda.

**Source : Le Point Fr**



## “Séparatisme islamiste” : Erdogan met en doute la “santé mentale” de Macron

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a critiqué, samedi 24 octobre, avec virulence l'attitude de son homologue français Emmanuel Macron envers les musulmans après l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Dans son viseur notamment, les différentes mesures gouvernementales contre le « séparatisme islamiste ».

■ Tout ce qu'on peut dire d'un chef d'Etat qui traite des millions de membres de communautés religieuses différentes de cette manière, c'est : allez d'abord faire des examens de santé mentale » a déclaré Erdogan, dans un discours télévisé, à l'occasion du 7e Congrès provincial de l'AKP, le parti présidentiel.

**De nombreux points de tension entre les deux hommes**

Ce n'est pas la première fois que le président turc s'en prend à son homologue français sur ce registre. Il y a pratiquement un an jour pour jour, Erdogan avait déjà intimé à Emmanuel Macron de faire « examiner » sa « propre mort cérébrale », dans le cadre d'une passe d'armes autour de l'Otan.

Quelques heures plus tard, l'Elysée a dénoncé des propos “inacceptables” du président turc. “Loutrance et la grossièreté ne sont pas une méthode. Nous exigeons d'Erdogan qu'il

change le cours de sa politique, car elle est dangereuse à tous points de vue. Nous n'entrons pas dans des polémiques inutiles et n'acceptons pas les insultes”, a commenté l'Elysée auprès de l'AFP, en annonçant le rappel pour consultation de l'ambassadeur de France à Ankara.

L'Elysée relève également “l'absence de messages de condoléances et de soutien du président turc après l'assassinat de Samuel Paty” et note les “déclarations très offensives [de Recep Tayyip Erdogan] de ces derniers jours, notamment sur l'appel au boycott des produits français”.

Ce contentieux vient s'ajouter à une longue liste de désaccords entre Emmanuel Macron et son homologue turc, qui prend régulièrement la défense des minorités musulmanes dans le monde. Des tensions en Méditerranée au conflit en Libye, en passant par les affrontements au Karabakh, de nombreux dossiers opposent actuellement Paris et Ankara.

Source : Francetvinfo



## La Guinée et la Côte d'Ivoire : À feu et à sang ?

Les élections doivent, en principe, être des moments privilégiés d'expression de la démocratie, une fête au cours de laquelle les citoyens d'un pays expriment leurs votes pour élire leurs dirigeants. Il y a peu, en Afrique subsaharienne, la présidence était à vie. On l'a vu avec Félix-Houphouët Boigny, Léopold Sédar Senghor, Modibo Kéita, Moussa Traoré, Mobutu Sessé Seko, Oumar Bongo Ondimba, Gnassingbé Eyadema, et aujourd'hui Paul Biya, Denis Sassou Nguesso, Yoweri Museveni, auxquels il faudra désormais ajouter Alpha Condé et sans doute Alassane Dramane Ouattara. Au système autoritaire de parti unique a succédé une démocratie pluraliste où les règles restent les mêmes : un Président élu accapare le pouvoir et s'y éternise après un ou plusieurs changements constitutionnels qui lui permettent de briguer autant de mandats qu'il le désire. C'est le cas notamment de Paul Biya du Cameroun ou de Yoweri Museveni qui ont chacun plus de trente années de pouvoir. Ces présidences à vie étaient jadis soutenues par des régimes de dictature parfois féroces. Aujourd'hui sous des apparences démocratiques, la police et l'armée répriment dans le sang les populations aux mains nues qui contestent des élections où tout est joué d'avance. Cependant, les peuples du Burkina

Faso et du Mali ont fait la preuve que la jeunesse africaine n'est plus prête à supporter impunément la dictature et sont décidés à affronter les balles de policiers assassins. Les jours à venir risquent fort d'être sanglants en Côte D'Ivoire et en Guinée-Conakry où les Présidents Alassane Dramane Ouattara et Alpha Condé briguent un troisième mandat dont ils se sont arrogé le droit.

Alpha Condé, en soumettant son projet de révision constitutionnelle au peuple guinéen en mars 2020, n'avait jamais su cacher sa volonté de briguer un troisième mandat présidentiel. Pour y parvenir, il aura usé de tous les moyens de dissuasion, allant jusqu'à ordonner aux forces de l'ordre de tirer sur la foule des manifestants anti-troisième mandat. Le bilan de ces tueries est aujourd'hui inconnu mais dépasse sans doute la centaine. On en est encore à se demander comment un homme qui a consacré toute sa vie à lutter contre la dictature de Sékou Touré et Lassana Conté, et pour le triomphe de la démocratie en Guinée-Conakry s'est lui-même mué en véritable dictateur ordonnant à ses forces de répression de tirer à balles réelles sur les manifestants composés essentiellement de jeunes gens qui espéraient voir leur pays s'engager sur la voie de l'alternance pacifique du pouvoir.

Sans surprise, Alpha Condé s'est fait élire dès le premier tour à plus de 59% ouvrant ainsi la voie à d'inévitables bains de sang car son challenger et opposant Cellou Dalein Diallo s'était autoproclamé vainqueur dès le lendemain du vote. En décidant de contester les résultats proclamés par la Commission électorale en saisissant la Cour constitutionnelle, sans illusion, et surtout en occupant la rue, l'opposant guinéen emprunte les chemins de l'affrontement violent. Il ne fait aucun doute alors que les jours à venir seront sanglants en Guinée-Conakry car Alpha Condé a largement montré sa détermination de rester au pouvoir au prix du sang des Guinéens et cela malgré la protestation et la condamnation de la Communauté internationale. C'est en tout cas l'avis d'Ibrahim Sorel Keita, le président Comité pour la Transition en Guinée qui évoque une situation explosive. Interrogé sur une radio internationale, il affirme ceci : « Nous avons annoncé qu'(Alpha Condé) serait vainqueur et que la crise post-électorale aurait lieu, et que nous serions dans l'impasse. C'est-à-dire qu'il y a deux présidents : celui qui s'est auto-proclamé, et celui qui vient d'être proclamé par la CENI. Les partisans des deux camps vont vouloir aller jusqu'au bout, c'est-à-dire imposer la victoire de leur candidat. Comme le fauteuil n'est réservé qu'à une seule personne, vous imaginez les lendemains douloureux et dramatiques que la Guinée va traverser ». Les jours à venir en Guinée-Conakry seront donc inévitablement sanglants car et la Communauté Économique Des États de l'Afrique





de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté internationale ont été incapables de ramener les deux camps, Alpha Condé et Cellou Dalein Diallo, à la raison. Il faut par conséquent s'attendre à un durcissement des positions qui se manifestera par une occupation encore plus grande de la rue à laquelle devra indubitablement être opposée une répression vive de la police et de l'armée appelée en renfort. Ainsi, tous les ingrédients sont réunis pour que la Guinée-Conakry tombe dans le chaos par la faute d'un vieux Président incapable d'avoir la sagesse de se retirer de la politique après deux mandats cumulés de 10 ans. Si la Guinée-Conakry venait à brûler, il faudra craindre ou espérer que l'Armée prenne ses responsabilités en faisant éviter au pays un bain de sang

et une instabilité politique et sociale qui serait préjudiciable à son développement. Comme la plupart des pays subsahariens, la Guinée-Conakry, malgré ses immenses potentialités économiques, est un des plus arriérés du continent après 62 ans d'indépendance. Sa voisine la Côte d'Ivoire a tous les atouts pour éviter la situation qui est la sienne aujourd'hui, à la veille d'un vote qui apparaît comme l'un des plus délicats depuis l'indépendance du pays en 1960. Par la volonté de son Président, Alassane Dramane Ouattara, de briguer, là aussi, un troisième mandat, la Côte d'Ivoire est en train de s'engager sur les chemins troubles qui ont conduit à la grave crise post-électorale de 2010 qui avait fait, on s'en souvient, environ 3000 morts. La décision du

Président ivoirien de briguer le mandat de trop et sa volonté d'organiser coûte que coûte le scrutin du 30 octobre 2020, ont réveillé les vieux démons du tribalisme en Côte d'Ivoire. Des communautés traditionnellement hostiles les unes aux autres, avaient fait mine de se réconcilier durant les dix dernières années du pouvoir d'Alassane Dramane Ouattara qui n'a malheureusement pas réussi à réunir les Ivoiriens. De plus la décision d'écarter du scrutin l'ancien Président Laurent Gbagbo et celui de l'Assemblée nationale Guillaume Soro ainsi que 38 autres candidats a cristallisé tous les mécontentements enfouis dans les cœurs. Aujourd'hui, le monde entier retient son souffle, particulièrement la CEDEAO dont la Côte d'Ivoire est un maillon essentiel et qu'une crise sociopolitique plongerait dans une grande incertitude et déstabiliserait pour longtemps. Comme en Guinée-Conakry, les jours à venir en Côte d'Ivoire s'annoncent redoutables d'autant plus que l'opposition politique conduite par Henri Konan Bédié et Pascal Affi N'Gessan demande le retrait pur et simple de la candidature de Ouattara, le report du scrutin présidentiel et la mise en place d'une Transition politique. Après le cas du Mali, ceux de la Guinée-Conakry et de la Côte d'Ivoire mettent à rude épreuve la CEDEAO et partant l'Union Africaine. Tant que la CEDEAO et donc l'Union Africaine n'auront pas trouvé une solution définitive à la question des multiples mandats présidentiels à la suite de tripotouillages des constitutions dans les pays africains, l'Afrique sera de plus en plus secouée par des crises sociopolitiques. En effet, partout sur le continent, s'élèvent des voix de jeunes gens décidés à secouer la vieille garde des Présidents africains dont le souci majeur est loin des questions essentielles d'instruction, de santé, de développement humain et économique. Après 60 années d'indépendance, les chefs d'État nés sous la colonisation ne sont plus aptes à diriger une Afrique qui est entrée dans l'ère du numérique. Ce passage du pouvoir à la jeune génération peut se faire doucement. Il n'est cependant pas exclu de voir le continent noir basculer dans la confrontation comme ce fut le cas au Mali et au Burkina Faso par la faute de ceux qui ont une conception de monarchie du pouvoir.

■ Diala Thiény Konaté



# Le ministre Mossa Ag Attaher, à l'issue de sa visite du Stade de 26 Mars : « J'ai vu beaucoup de choses qui n'honorent pas notre pays »



C'est ce samedi 24 octobre en milieu de matinée que le ministre de la Jeunesse et des Sports, dans le cadre de sa série de visite dans les structures et services centraux rattachés à son département, s'est rendu au Stade du 26 Mars. Après plus de 2 heures de visite des locaux de ce stade, le ministre Mossa ag Attaher, au regard de ce qu'il a vu, a invité les uns et les autres au sens de la responsabilité et à la préservation des biens publics.

Accompagné du Secrétaire général, Amadou Diarra Yalcouyé, des membres de son cabinet et du Directeur national des Sports et de l'Éducation Physique, des responsables de la Fédération malienne de football, le ministre Ag Attaher a effectué ce samedi une visite dans les locaux du Stade du 26 Mars. Pour diriger la visite, le directeur du Stade du 26 Mars, M. Baghaga était accompagné de son adjoint et des techniciens de son service.

Première étape, la direction générale du stade. L'occasion pour les responsables du stade de recevoir le ministre, afin de procéder à une brève présentation de leur infrastructure. Le plus grand stade du pays avec une capacité d'accueil de 50 000 places, construit dans le

cadre de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2002, organisée par notre pays. 18 ans après, ce stade, force est de le reconnaître, ne répond plus aux normes.

Devant cet état de fait, en sa qualité du premier responsable du département de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher a tenu, sous un soleil de plomb, à se rendre au Stade du 26 Mars. Cela, pour constater de visu les manquements, les travaux en cours et les préoccupations du personnel de ce stade, afin de préconiser des solutions immédiates pour parer au plus urgent, étant donné que le Mali doit recevoir très prochainement la Namibie dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2022.

## UNE VISITE MENÉE DANS LES COINS ET RECOINS DU 26 MARS !

Après la Direction générale, le ministre Ag Attaher et sa délégation se sont dirigés sur la pelouse. Sur place, le ministre devant le constat de la dégradation de la pelouse, de la vétusté des poteaux de but, de la défaillance du tableau électronique et la luminosité défectueuse des lampadaires, a donné des instructions.

Séance tenante, les techniciens du stade ont avancé des solutions alternatives, pour l'exécution immédiate desquels le ministre Ag Attaher accorde du prix.

Avant d'arpenter la tribune officielle, le chef du département des Sports a instruit au directeur du stade d'accommoder la sortie du tunnel aux normes de la Fifa, avec un hangar pliable pour permettre aux joueurs de sortir des vestiaires en sécurité. A la loge officielle, les remarques du ministre Ag Attaher ont concerné essentiellement la non fonctionnalité de l'ascenseur des officiels, la dégradation de la tribune de presse et l'état désuet des cabines de reportage. Ce n'est pas tout, car l'état des toilettes de cette loge officielle n'a pas échappé à la vigilance du ministre Ag Attaher. En réponse, le directeur du stade a donné des assurances sur la mise en état de la pelouse, des poteaux de but, de la sortie du tunnel et de la tribune de presse, entre autres. Cependant en ce qui concerne les toilettes, M. Baghaga, n'a pas manqué de signifier au chef du département des sports que cela constitue le problème le plus récurrent auquel la direction du stade est confrontée.

« Nous disposons de 34 toilettes, mais ce sont

seulement 6 qui sont passablement fonctionnelles » a affirmé le directeur du Stade du 26 Mars. La dégradation de ces toilettes ne date pas d'aujourd'hui et relève de l'incivisme notoire des usagers. Lesquels y laissent des objets non dégradables, dont des bouteilles d'eau et des métaux. La rénovation de ces sanitaires, selon le directeur du stade exige des coûts faramineux, mais surtout une prise de conscience des usagers sur la bonne tenue des lieux.

### LE DEVOIR DE SOIGNER L'IMAGE DU STADE DU 26 MARS !

Sans ménager ses efforts, le ministre de la Jeunesse et des Sports, s'est rendu dans tous les compartiments du stade. Au niveau des vestiaires, où des travaux de rénovation sont en cours, il a instruit des modifications pour permettre aux joueurs et aux officiels de pouvoir être en sécurité lors des matchs. L'autre facteur qui tient à cœur au ministre Ag Attaher

est relatif à l'environnement du stade. C'est pourquoi il a recommandé des mesures d'hygiène à l'intérieur du stade et de protection des alentours du stade contre des gros porteurs, qui les ont transformés en parking.

Après la visite des lieux, le ministre Mossa Ag Attaher a tenu une séance de travail avec les responsables du stade, en présence des membres de son cabinet et du comité exécutif de la FMF. Selon le ministre Ag Attaher, la préservation de l'image du Stade du 26 Mars est un devoir de tous. « Nous accordons une importance capitale à ce stade, pour plusieurs raisons. D'abord, il s'agit du plus grand stade du pays qui répond au standing de certains grands événements sportifs. Ensuite, c'est un symbole de la fierté nationale.

De ce fait, au-delà de l'exigence à satisfaire aux normes de la FIFA et de la CAF, nous avons tous le devoir de soigner l'image de ce stade » a déclaré le ministre Ag Attaher, tout en affirmant que la solution est certes financière,

mais qu'elle est aussi patriotique. C'est pourquoi il a invité tout un chacun, fournisseurs, prestataires, cadres du département, acteurs du football et la population à jouer sa partition.

« Après cette visite, j'ai un pincement au cœur au regard de ce que j'ai vu. J'ai vu beaucoup de choses qui n'honorent pas le Mali. Il ne sert à rien de les énumérer. La faute n'est de x ou de y. Il s'agit aujourd'hui de réfléchir où trouver des moyens financiers pour redonner à ce stade son lustre d'antan » a déclaré le ministre Ag Attaher, avant d'inviter les responsables du stade à faire des propositions, sur lesquelles les axes prioritaires seront exécutés dans un délai imparti.

Avant la prochaine rencontre des Aigles, le ministre de la Jeunesse et des Sports a promis de repasser pour constater si ses instructions ont été suivies.

CCOM/ MJS

**SAMA**  
transfer d'argent

# Transfert d'argent

**ECONOMISEZ JUSQU'À**  
**40%**  
**SUR VOS FRAIS DE**  
**TRANSFERT D'ARGENT**

[www.sama.money](http://www.sama.money)



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Les complications dans votre activité s'enchaîneront les unes après les autres. Elles vous demanderont une attention qui vous empêchera de mener vos tâches en heure et en temps. Vous parviendrez à les terminer de justesse, grâce à vos talents.

Toutes vos affaires d'argent devront être à jour, claires et sous contrôle. Il ne sera donc pas question de négliger vos factures, ni de laisser filer vos euros à l'aveuglette, mais plutôt de recadrer certaines de vos dépenses et de faire les bons choix.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Une envie de changement vous taraude, mais vous ne saurez pas par quoi commencer. Avant de vous précipiter, prenez le temps de réfléchir à ce que vous voulez. Il y a certaines pistes professionnelles que vous n'avez pas explorées. Pluton pourrait vous faire la surprise d'une rentrée d'argent inattendue. Par exemple un trop-perçu, un remboursement sur lequel vous ne comptez pas ou une aide à laquelle vous avez droit. Dans tous les cas, cette rentrée d'argent tombe à point nommé !



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous pouvez amorcer une nouvelle façon de travailler. Du changement flotte dans l'air à la fois dans vos tâches et dans l'organisation. Celle-ci fait défaut et vous en êtes pénalisé. Une recherche d'emploi peut s'amorcer et prendre beaucoup de temps.

Le climat financier est mitigé. Vous disposez de moyens stables, mais insuffisants parce que vous avez en ce moment de nombreuses charges. Le salaire ne vous apporte pas assez. Un désir de gagner plus se fait sentir et la patience est recommandée.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Toute activité vous demandera une forte dose d'énergie. Vous la fournirez parce qu'il le faudra bien, mais vous traînerez des pieds en fin de journée. Vous ne saurez pas si ces félicitations sur votre travail seront sincères ou calculées pour vous encourager.

Vous devrez impérativement vous connecter à votre compte afin d'effectuer un virement. Vous ne pourrez y accéder, car le site sera en maintenance. Vous craignez un découvert, car vous aurez des frais et il vous sera impossible de les reporter.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous aimez travailler avec des collègues, car des sentiments amicaux ont pu arriver récemment. Si vous coopérez, pensez à écouter les propositions qui arrivent. Votre implication et conscience professionnelle pourraient faire de l'ombre à des collaborateurs.

La prudence est conseillée pour éviter de dépenser dans des frais inutiles. Vous êtes sujet à des coups de coeur et à des moments où l'impulsivité peut vous faire craquer sur des articles qui reviennent cher. Prenez le temps de réfléchir à vos priorités.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

La communication est favorisée et vous aidera à tisser des liens professionnels intéressants. Si vous cherchez un emploi, votre réseau vous aidera prochainement à décrocher un entretien. En poste, vous aurez oui-dire d'une place qui pourrait bien vous intéresser.

Sécurisé par un coup d'oeil sur vos comptes bancaires, vous aurez le champ libre pour penser au mois prochain. Qu'il s'agisse des vacances ou d'une grosse dépense, vous ne perdez pas de temps pour budgétiser tout ça dès à présent.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

L'activité actuelle vous fatigue. On vous demande beaucoup et vous devez fournir des résultats efficaces sous un délai assez court. Il ne faut pas vous décourager, car pour le moment, vous multipliez les efforts et la satisfaction n'est pas au rendez-vous.

Les dépenses continuent d'être importantes, car vous traversez un moment où les factures se suivent. Il ne vous reste guère de trésorerie après les prélèvements obligatoires. Il est essentiel de lâcher prise sur la situation qui est simplement passagère.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Vous n'arriverez pas à aborder vos occupations avec sérénité. Il y aura quelque chose qui clochera. Vous aurez besoin de faire vos preuves, mais vous vous fatiguerez à la tâche. Ne vous comparez pas aux autres. Vos qualités parleront d'elles-mêmes.

On vous demandera de l'argent d'un côté, on refusera de vous en octroyer de l'autre. Vous serez pris dans un étau, constamment acculé pour préserver votre équilibre financier. Un bonus aujourd'hui pourrait cacher des frais plus importants demain.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Le trigone Mars/Jupiter annonce un déplacement, voire une mutation. Quelque chose de souhaité, donc pas de contrariétés à prévoir. Toutefois, assurez-vous que tout ce dont vous avez discuté sera bien respecté. À noter noir sur blanc ! Vous gérez de mieux en mieux ! Vos charges de fonctionnement s'allègent, vous parvenez à réduire les coûts de certains postes, ce qui vous dégage une petite épargne pour les vacances ou pour les plaisirs que vous aimez vous accorder tout au long de l'année.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

N'attendez pas que les choses arrivent toutes seules. Si vous voulez que les lignes bougent, agissez sans attendre. Faites savoir haut et clair ce que vous voulez et n'hésitez pas à négocier rudement pour obtenir la promotion espérée.

Vous n'aurez pas beaucoup de temps à consacrer à vos finances aujourd'hui, ni même l'envie. Vous préférez laisser vos comptes de côté pour vous amuser, vous détendre ou plancher sur un projet professionnel qui vous tient à coeur.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Ce n'est pas facile pour vous de supporter le stress actuel. Votre nature entreprenante entraîne vos collaborateurs vers de l'optimisme. Votre engouement séduit et apporte une bonne ambiance malgré votre autorité qui commence à irriter les forts égos.

La prudence est conseillée pour ne pas faire d'erreurs. Vous donnez le meilleur de vous et cette générosité finit par déséquilibrer votre budget. Les dépenses sont éparpillées, mais nombreuses et occasionnent une impossibilité de faire de solides économies.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

La rétrogradation de Saturne vous laissera le temps de souffler. Ce climat tendu ne vous empêchera pas de donner un coup de collier. Au contraire, l'absence de pression vous incitera à accélérer la cadence ou le développement de votre activité.

Sous vos airs de ne pas y toucher, vous serez dur en affaire et il sera difficile pour ne pas dire impossible de vous rouler dans la farine. En parlant de blé, ce que vous aurez semé en termes de placement ou d'économie vous assurera de bonnes récoltes.

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous